

LUNDI 3 FEVRIER 2014

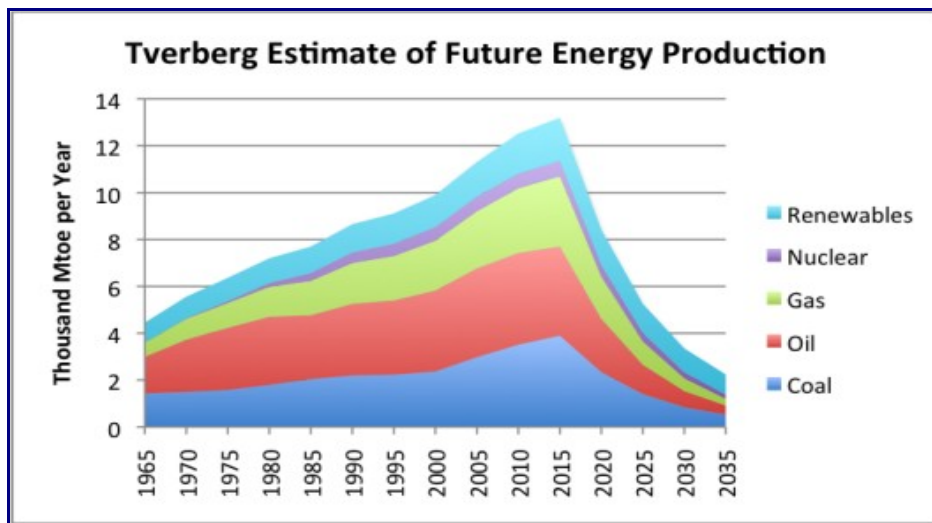
- = **LA FUTURE PRODUCTION D'ÉNERGIE SELON GAIL TVERBERG** p.1
- = 40 ans après "les limites de la croissance", « la dernière alerte » de Dennis Meadows p.2
- = **Prévisions pour 2014** p.4
- = **Keynes est mort, et les politiques d'Abe sont vouées à l'échec** P.10
- = **La masse monétaire, un indicateur à surveiller pour les Etats-Unis** P.14
- = « **Sortir de l'euro, le débat interdit !** » p.16
- = **Les fonds émergents connaissent une forte décollecte** p.28
- = **Scandale : Acte de dictature en Italie !** p.29
- = **Le système financier chinois : UNE COPIE DE PLUS SANS AUTORISATION !** p.31
- = **Des robots à la conquête des usines** p.34
- = **Ça chauffe pour le gaz naturel !** p.36
- = **LE BLOG DE PIERRE JOVANOVIC** p.39
- = **Faut-il avoir peur d'une économie de vieux?** p.45
- = **Un risque de guerre entre la Chine et le Japon (et plus)** p.47



LA FUTURE PRODUCTION D'ÉNERGIE SELON TVERBERG

Le Yéti 3 février

Espérons que ce graphique soit faux : (je n'ai pas réussi à retrouver la méthode de calcul pour vérifier ce qu'il raconte, mais c'est une experte du pic pétrolier qui l'a pondu)



Ça se confirme : Shell (1ère compagnie pétrolière du monde en 2012) est en mauvaise posture, malgré les prix élevés du pétrole. Comme je l'ai dit, la faillite d'un des major sera un signal fort du pic pétrolier absolu (avec un effet rebond temporaire dû aux autres compagnies qui vont se disputer les restes de celle qui sera tombée). À voir comment l'Angleterre réagira car elle

ne laissera sûrement pas faire.

40 ans après "les limites de la croissance", la dernière alerte de Dennis Meadows

par Le Yéti - Les mots des autres 2 février



Dennis Meadows présente "Les limites de la croissance" (1972)

Cette fois, je me suis fait avoir. Un "twittos" m'a prévenu un jour trop tard. De même que la 5 avait diffusé à une heure indue le documentaire de Gilles Balbastre sur les "salariés sans frontières", c'est passé minuit, en catimini, qu'Arte a diffusé la passionnante "dernière alerte" lancée par Dennis Meadows.

Dennis Meadows, si si, vous vous rappelez, ce visionnaire de génie qui, avec ses compagnons du MIT (Massachusetts Institute of Technology) annonça dans un rapport resté célèbre, publié en 1972, les définitives "limites à la croissance". Osant même alors fixer celles-ci à une quarantaine d'années. 1972 plus 40 égal 2012, si si !

Des lapins pris dans les phares d'une auto

Nous y voilà. Mais Dennis Meadows et ses compagnons eurent beau mettre en équations savantes leurs sombres prédictions, celles-ci eurent beau se confirmer au fil du temps, le succès planétaire de leur ouvrage fut à la mesure de la négation farouche que lui opposèrent les "décideurs" de toutes époques.

*« Nous avons toujours été convaincus qu'il n'y a pas de limites à la croissance et au progrès humain. L'Histoire nous a donné raison »
(Ronald Reagan, 1985).*

« Il y a vingt ans, on parlait de limites à la croissance. Aujourd'hui, nous savons que la croissance est le moteur du changement et l'alliée de l'environnement » (Georges Bush, 1992).

« La croissance reviendra » (François Hollande, 2014).

Des lapins demeurés, paralysés devant les phares du bolide qui leur fonce dessus et qui va les tuer !

Du développement durable au développement de survie

Aujourd'hui, de conférences en déclarations publiques ou privées, Dennis Meadows et ses compagnons continuent à donner l'alerte, mais n'ont plus guère d'illusion. Non, le capitalisme, avec sa quête de profit à court terme, est bien incapable de trouver les solutions au désastre qui menace le monde.

Plus grave, et indépendamment de tout jugement moral, tient à préciser Meadows, la démocratie elle-même est impuissante à enrayer la chute du système dans laquelle elle évolue. Car les électeurs ne privilégient hélas, eux aussi, que leurs intérêts immédiats.

Les équilibres ne reviendront donc que par une force qui les dépasse. La survie de l'espèce ne tiendra qu'à cette résilience qui permet aux humains d'affronter les pires chocs en assurant in extremis leur minimum vital. Dennis Meadows (à un auditoire européen) :

« Nous sommes actuellement dans une période révolutionnaire. Je crois toujours que d'ici vingt ans, disons d'ici à 2030, l'Union européenne connaîtra plus de bouleversements que nous ne pouvons en imaginer. Il y en aura plus en 20 ans que durant les 100 dernières années. Des mutations d'ordre politique, social, écologique et également économique qui seront décisives. Il faut arrêter d'espérer atteindre un développement durable et privilégier la résilience, le développement de survie. »

Combien de petits lapins insomniaques pour entendre ces implacables anticipations ? Bon, au moins là, Arte aura eu la bonne idée de laisser la vidéo en replay. Mais décidément, il est dit que les révolutions se fomentent toujours dans l'ombre. Aussi vrai que les maîtres du monde et les masses asthéniques sont incapables d'anticiper les catastrophes qui leur

pendent au nez.

Prévisions pour 2014

Par James Turk - Goldmoney
Publié le 03 février 2014

Avant de nous pencher sur l'année qui s'étale devant nous, observons celle qui vient de s'écouler. Presque rien n'a changé. Les trois marchés majeurs – actions, obligations et or – seront influencés cette année par les mêmes forces qui les ont façonnés en 2013, mais une différence clé sera à noter. Cette année, le prix de l'or va grimper.

En janvier 2013, mes prévisions pour l'année se concentraient sur trois événements spécifiques. La hausse du rendement des obligations américaines sur 10 ans, le gonflement des bilans de la réserve fédérale et le déclin du ratio or/argent.

Deux de ces événements se sont déroulés comme je m'y attendais, mais le troisième n'a pas confirmé les deux autres.

1) Hausse du rendement des obligations américaines sur 10 ans

En janvier 2013, je pensais que le rendement de 2% des obligations sur 10 ans était crucial. Je le percevais comme un point critique qui, une fois atteint, signalerait la fin de la répression financière par la Fed. Je m'attendais à ce que ce taux de rendement indique l'incapacité de la Fed à maintenir les taux d'intérêts à des niveaux artificiellement bas, parce que les forces de marché auraient commencé à prendre le dessus. En d'autres termes, le point de tournant aurait dû se manifester à l'heure où les investisseurs vendaient plus d'instruments de dette que la Fed n'en achetait. Ce déséquilibre aurait engendré une hausse des rendements.

Les rendements ont approché à plusieurs reprises la barre des 2% au cours des premiers mois de 2013. Finalement, la barre des 2% a été franchie en mars, alors que la Fed se préparait pour la réunion du FOMC. Le marché pensait que la Fed annoncerait la réduction de son programme de quantitative easing. Après qu'elle eut manqué de le faire, les rendements ont augmenté pour atteindre 2,3%. Notons que les rendements des obligations sur 10 ans sont désormais en passe de franchir l'autre palier clé de 3%, ce qui nous mène au point suivant.

2) Hausse des bilans de la Réserve fédérale

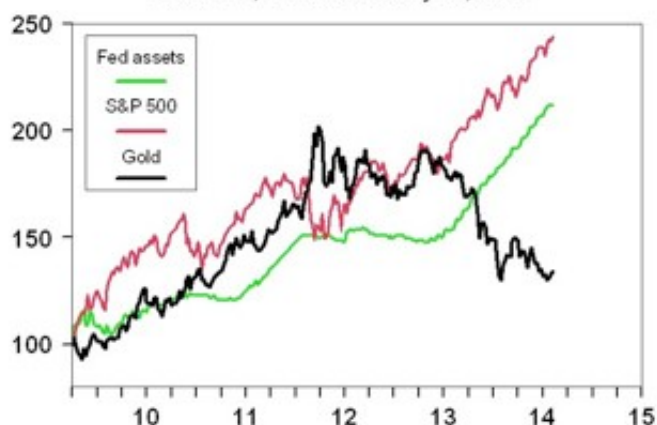
La Réserve fédérale a commencé à gonfler ses bilans à la suite de l'effondrement de Lehman Brothers en septembre 2008, alors qu'elle cherchait à protéger les banques de la crise financière qui s'emparait des marchés globaux. Au travers de son programme de quantitative easing et de swaps de devises avec les banques européennes, la Fed a vu ses actifs atteindre un record de 2,86 trillions de dollars en juillet 2011.

La Fed a ensuite ralenti la cadence, et dix-huit mois plus tard, ses actifs étaient passés à 2,81 trillions de dollars. C'est cet étrange étranglement qui a attiré mon attention en janvier 2013.

Lorsque la Fed fait gonfler ses actifs, elle transforme de la dette en dollars. Mais au lieu de faire prévaloir la théorie économique et monétaire et la sagesse conventionnelle, cette nouvelle monnaie, que la Fed a injecté dans l'économie, n'a pas bénéficié à l'économie des Etats-Unis. Le taux de chômage est resté élevé malgré les tentatives du gouvernement d'en alléger les chiffres. Les salaires réels et les ventes au détail (à l'exclusion des ventes de produits haut de gamme destinés aux riches) ont stagné, et le sentiment positif qui accompagne toujours une expansion économique est resté absent.

La création monétaire a en revanche été relativement favorable aux marchés des actions et de l'or, comme nous le montre le graphique suivant qui illustre leur corrélation. Depuis l'annonce d'un programme de quantitative easing d'un trillion de dollars par la Fed en mars 2009, les deux marchés ont été soulevés par cet excès monétaire, l'or et les actifs de la Fed ayant atteint un record en 2011. Les avancées de l'or et du S&P ont cependant pris fin quand la Fed a cessé d'élargir ses bilans.

Federal Reserve Assets, S&P 500 & Gold (Base-100)
March 13, 2009 to January 10, 2014



Appréhendés ensemble, ces événements signifient que les actions n'ont pas grimpé depuis leur record à la baisse d'avant-Lehman pour des raisons de conditions économiques favorables. La nouvelle monnaie créée par la Fed devait aller quelque part, et elle a terminé sur le marché des actions. Elle a aussi terminé sur le marché de l'or, qui répond toujours à des dévaluations du dollar par des hausses de prix.

Après que l'avancée des marchés des actions et de l'or aient pris fin, je m'attendais à ce que le prix de l'or augmente en 2013 parce qu'il me semblait évident que la Fed continuerait de gonfler ses bilans par la monétisation de la dette. Transformer de la dette en devises est l'unique outil dont disposent les banques centrales. Elles l'utilisent de temps à autre pour couvrir de papier leurs problèmes financiers et les banques insolubles et tenter de relancer l'économie, bien qu'elles soient déjà criblées de dettes.

Les banques centrales ont recours à la monétisation pour dissimuler l'insolvabilité des gouvernements, qui empruntent tout l'argent que les marchés sont prêts à leur prêter. Une fois qu'il leur est impossible de transmettre ses instruments d'endettement au public, les gouvernements ne mettent pas fin à leurs dépenses. Ils forcent au contraire les banques centrales à racheter leur dette et la transformer en devises. Cette destruction des devises engendre une fuite depuis les devises vers les actifs réels, et tant que l'économie n'est plus basée sur des principes stables, elle laisse s'installer l'hyperinflation.

Bien qu'une hausse du prix de l'or et une hyperinflation du dollar soient évidentes à mes yeux, il est toujours difficile d'établir des prévisions temporelles. En janvier dernier, je recommandais donc l'observation d'un indicateur supplémentaire pour soutenir mon analyse.

3) Chute du ratio or/argent en-dessous de 50

En période de marchés haussiers des métaux précieux, l'argent enregistre de meilleurs performances que l'or, ce qui signifie que le ratio or/argent diminue. A mesure que le prix des deux métaux augmente, celui de l'argent augmente plus rapidement, et il faut de moins en moins d'onces d'argent pour acheter une once d'or.

L'inverse se produit en période de marchés baissiers, qu'il s'agisse de corrections sur le long terme ou de corrections sur le court terme au sein d'un

marché haussier. L'argent enregistre des performances inférieures à celle de l'or. Le prix de l'argent – mesuré en pourcentage – diminue plus que celui de l'or.

J'ai donc recommandé d'observer le ratio or/argent en 2013 dans l'éventualité de le voir passer en-dessous de 50, qui représente un important niveau technique. Il demeure un important niveau technique aujourd'hui, puisqu'il n'a pas été franchi. Lorsqu'il le sera, l'argent aura enregistré de meilleures performances que l'or, ce qui indiquera que les prix des deux métaux seront en train de grimper.

Ayant établi tout cela, tournons-nous maintenant sur l'année à venir. Les douze prochains mois dépendront des mêmes forces – les taux d'intérêts, les bilans de la Fed, et le ratio or/argent qui nous confirmera que les métaux précieux sont à nouveau sur une pente grimpanche. Cette dernière force est extrêmement importante.

Des décennies durant, les politiques monétaires de la Réserve fédérale et les politiques fiscales du gouvernement américain ont détruit le pouvoir d'achat du dollar. Les tableaux ci-dessous illustrent l'érosion actuelle du pouvoir d'achat du dollar et d'autres devises du monde, parce que les autres banques centrales du globe poursuivent les mêmes politiques fiscales et monétaires. Contrairement aux années 1970, alors que le mark allemand et le franc suisse offraient un refuge contre un dollar rapidement gonflé, aucune devise ne peut aujourd'hui servir de réserve de valeur.

Taux de changement annuel en % par rapport à l'or

	USD	AUD	CAD	CNY	EUR	INR	JPY	CHF	GBP
2001	2.5%	11.3%	8.8%	2.5%	8.1%	5.8%	17.4%	5.0%	5.4%
2002	24.7%	13.5%	23.7%	24.8%	5.9%	24.0%	13.0%	3.9%	12.7%
2003	19.6%	-10.5%	-2.2%	19.5%	-0.5%	13.5%	7.9%	7.0%	7.9%
2004	5.2%	1.4%	-2.0%	5.2%	-2.1%	-0.0%	0.9%	-3.0%	-2.0%
2005	18.2%	25.6%	14.5%	15.2%	35.1%	22.8%	35.7%	36.2%	31.8%
2006	22.8%	14.4%	22.8%	18.8%	10.2%	20.5%	24.0%	13.9%	7.8%

2007	31.4%	18.1%	11.5%	22.9%	18.8%	17.4%	23.4%	22.1%	29.7%
2008	5.8%	33.0%	31.1%	-1.0%	11.0%	30.5%	-14.0%	-0.3%	43.7%
2009	23.9%	-3.6%	5.9%	24.0%	20.4%	18.4%	27.1%	20.3%	12.1%
2010	29.8%	15.1%	24.2%	25.5%	40.2%	25.3%	13.9%	17.4%	36.3%
2011	10.2%	8.8%	11.9%	5.1%	12.7%	30.4%	3.9%	10.2%	9.2%
2012	7.0%	5.5%	4.4%	5.9%	5.2%	11.0%	20.5%	4.4%	2.3%
2013	-28.2%	-16.5%	-23.3%	-30.3%	-31.3%	-19.0%	-12.8%	-30.2%	-29.6%
Moyenne	13.3%	8.9%	10.1%	10.6%	10.3%	15.4%	12.4%	8.2%	12.8%

Taux de changement annuel en % par rapport à l'argent

	USD	AUD	CAD	CNY	EUR	INR	JPY	CHF	GBP
2001	-0.1%	8.5%	6.1%	-0.1%	5.3%	3.1%	14.4%	2.3%	2.7%
2002	4.8%	-4.6%	4.0%	4.9%	-11.0%	4.3%	-5.0%	-12.6%	-5.3%
2003	24.0%	-7.3%	1.4%	23.9%	3.2%	17.7%	11.9%	11.0%	11.9%
2004	14.3%	10.2%	6.5%	14.3%	6.4%	8.6%	9.6%	5.4%	6.5%
2005	29.6%	37.7%	25.5%	26.3%	48.1%	34.6%	48.8%	49.3%	44.4%
2006	45.3%	35.3%	45.3%	40.5%	30.4%	42.6%	46.7%	34.8%	27.5%
2007	15.4%	3.7%	-2.1%	7.9%	4.3%	3.1%	8.3%	7.2%	13.9%
2008	-23.8%	-4.3%	-5.7%	-28.8%	-20.1%	-6.1%	-38.1%	-28.2%	3.4%
2009	49.3%	16.1%	27.6%	49.3%	45.0%	42.6%	53.0%	44.9%	35.0%
2010	83.7%	63.0%	75.8%	77.7%	98.5%	77.4%	61.2%	66.2%	93.0%
2011	-9.8%	-11.0%	-8.4%	-14.0%	-7.8%	6.7%	-15.0%	-9.8%	-10.7%
2012	8.2%	6.8%	5.7%	7.2%	6.4%	12.3%	22.0%	5.7%	3.5%

2013	-35.9%	-25.4%	-31.5%	-37.7%	-38.7%	-27.7%	-22.1%	-37.7%	-37.1%
Moyenne	15.8%	9.9%	11.6%	13.2%	13.1%	16.8%	15.0%	10.7%	14.5%

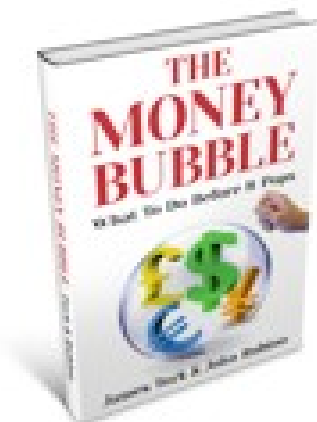
Au cours de ces treize dernières années, l'or et l'argent ont enregistré des taux annuels d'appréciation très importants, malgré le déclin du prix de l'or en 2013. Leurs performances en font deux des meilleures classes d'actifs.

Pour ce qui est du futur, l'or et l'argent continueront d'augmenter tant que Washington poursuivra ses politiques. Compte tenu du fait que le gouvernement continue de dépenser sans cesse et que la Réserve fédérale imprime sans plus s'arrêter (et ce même si elle prévoit de diminuer ses achats d'obligations de 10 milliards de dollars par mois pour les passer à 75 milliards de dollars), au fil du temps, les métaux continueront de grimper.

Je suis certain que la hausse du prix de l'or et de l'argent sera la différence principale entre 2013 et 2014. L'accumulation d'or physique et/ou d'argent physique sur une base de coût moyen demeurera une stratégie clé en 2014. En achetant des métaux physiques, vous investissez sur de la vraie monnaie, et épargner est important, comme je l'explique dans mon article « Saving Real Money ».

Il y a de nombreuses années, Richard Russell parlait de la devise de la Fed comme pouvant être résumée par les termes « l'inflation ou la mort ». Le système financier est devenu si anormal que la Fed a dû continuer de favoriser l'inflation pour empêcher le système de dérailler. L'ironie en est que l'effondrement actuel est la conséquence de cette inflation accumulée.

Ce problème est abordé par The Money Bulle : What To Do Before It Pops, un livre que j'ai co-écrit avec John Rubino. Dans notre livre publié en 2004, The Coming Collapse of the Dollar, John et moi-même conseillions à nos lecteurs de parier contre la bulle de l'immobilier avant qu'elle explose, et d'acheter de l'or avant qu'il grimpe. C'étaient bien entendu les deux techniques d'investissement de la décennie.



Nous pensons aujourd'hui que l'Histoire est sur le point de se répéter. Plutôt que de s'intéresser aux causes de la crise financière de 2008, les gouvernements du monde ont continué dans la même voie, accumulant toujours plus de dette et faisant gonfler toujours plus de bulles sur l'investissement. Nos prévisions pour 2014 sont les mêmes que l'an dernier, le point essentiel étant le potentiel d'un événement de type cygne noir tel que celui dont nous avons fait l'expérience en 2008 avec l'effondrement de Lehman Brothers. La raison de notre inquiétude est simple : les crises des dettes souveraines et de la solvabilité des banques n'ont pas été résolues, et les banques centrales continuent de poursuivre des politiques monétaires qui sont favorables aux gouvernements et aux banques, et non aux épargnants et aux investisseurs.

Nous restons donc haussier quant à l'or et l'argent, parce qu'une nouvelle crise arrive. Qu'on finisse par l'appeler un « boom final », la 'fin de la monnaie papier » ou la « deuxième grande dépression », elle changera la donne, depuis les investissements qui créent de nouvelles fortunes jusqu'aux monnaies que nous épargnons et dépensons.

Keynes est mort, et les politiques d'Abe sont vouées à l'échec

Par Mish - *Global Economic Analysis*
Publié le 03 février 2014

L'économiste Andy Xie a publié sur *CaixinOnline* un article intéressant dans lequel il expose ses prévisions pour 2014.

Voici un extrait de [Breaking Out Is Hard](#), par Andy Xie :

« L'économie globale a peu de chances d'entamer une reprise en 2014. Les attentes d'une économie américaine en passe de dépasser

la vitesse d'évasion s'avèreront vaines. Les politiques économiques d'Abe Shinzo ont des chances de finir en queue de poisson. Les économies émergentes n'accélèreront pas. Il y a des chances que l'économie globale en termes de PIB nominaux, aux taux de change actuels, augmente de 2%.

La globalisation, accélérée par la technologie de l'information, a raccourci le circuit de rétroaction entre le stimulus de la demande et la réponse de l'offre. La croissance qui vient maintenant répondre à la demande de stimulus ne peut pas durer, comme l'ont prouvé ces cinq dernières années.

Maintenir à des niveaux suffisamment bas les biens non-échangeables comme l'immobilier, la santé et l'éducation est la clé de la compétitivité économique et d'une croissance durable. Les économies dynamisées par le gonflement de ces biens seront pénalisées plus tard par un taux de croissance plus faible.

Keynes est mort

J'explique depuis un certain temps déjà que l'épisode actuel de globalisation a fondamentalement transformé le fonctionnement des économies, y compris des plus grandes comme celle des Etats-Unis. Bien que la demande soit restée locale, l'offre s'est globalisée. Les cols bleus et les cols blancs de la manufacture se sont globalisés. La technologie actuelle de l'information permet aux sociétés multinationales de localiser leurs activités de recherche, de marketing, de finance et de direction où elles veulent. Ainsi, quand un pays stimule la demande, cette dernière est satisfaite par des produits qui viennent de partout.

L'échec d'Abe

Le Japon a enregistré deux trimestres de croissance importante, et beaucoup ont été persuadés que les politiques d'Abe Shinzo étaient ce dont ils avaient besoin. Mais au cours du troisième trimestre, les chiffres de la croissance sont retombés autour d'1%, et il y a des

chances qu'ils y soient restés au cours du quatrième trimestre. Les marchés financiers se retrouvent chancelants à mesure que l'élan de croissance ralentit. Trop de gens sont investis dans les politiques d'Abe pour changer de camp aujourd'hui. Mais après deux mauvais trimestres de plus, ils en auront peut-être le courage.

Le gouvernement d'Abe a demandé aux sociétés japonaises d'augmenter les salaires pour soutenir l'élan de croissance. Même si ces augmentations de salaire voyaient le jour, comme les gens sauraient qu'elle a été forcée et n'est pas durable, pourquoi la dépenseraient-ils ?

En terrain glissant

Les prix très élevés des marchandises ont entraîné une frénésie sur le secteur de l'investissement. La crise de 2008 a mis fin à cela pendant trois ans. D'importantes sommes de monnaie ont été allouées à des projets à haut risque. Le risque auquel font face les économies de marchandises est l'explosion de cette bulle sur l'investissement, et non la réduction des revenus engendrée par la baisse du prix des marchandises per se.

J'ai parlé de la trajectoire baissière éventuelle de l'économie australienne en raison de l'explosion sur sa bulle de l'investissement sur les sociétés minières. Je maintiens mes propos. Le pire ne sera derrière nous qu'une fois que le système financier sera débarrassé des actifs non-performants.

Le commerce global est-il la cause ou la conséquence de la croissance ? Probablement la conséquence. Pendant les dix années qui ont précédé la crise de 2008, le commerce engendrait la croissance. Les multinationales diversifiaient leurs bases de production et leurs marchés. Leurs activités ont poussé la croissance bien au-delà du PIB. La décennie dorée de la croissance commerciale ne sera probablement qu'un événement unique en son genre.

Chacun pour soi

Lorsque les obstacles structurels sont l'entrave principale à la

croissance, le stimulus, même s'il est efficace, ne peut apporter qu'un soulagement temporaire. Après la crise de 2008, les économies majeures et notamment la Chine et les Etats-Unis, ont poursuivi leurs politiques de stimulus. La nature globale du stimulus a engendré de la croissance pendant deux ans. Des réformes auraient dû être adoptées. Malheureusement, quand tout va bien, personne ne veut prendre de médicaments amers.

La fatigue commence à s'installer tout autour du monde. La Chine et les Etats-Unis ont des chances de réduire leurs politiques. La zone Euro ne fera rien d'important. La Banque centrale européenne pourrait diminuer les taux d'intérêts de 25 points de base pour les faire passer à zéro, mais les effets n'en seront pas significatifs. Les politiques de stimulus du Japon ne contrebalanceront pas l'impact de la hausse des taxes sur la consommation. Le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et d'autres économies émergentes pourraient continuer d'augmenter leurs taux d'intérêts contre les monnaies dévaluées.

Une réforme du commerce international pourrait rajeunir l'économie globale. Malheureusement, les accords de l'Organisation mondiale du commerce sont très limités. Le système tout entier est coincé. Il n'est plus une plateforme permettant d'aller de l'avant. Le Partenariat trans-pacifique dirigé par les Etats-Unis est lui-aussi coincé. Les négociations commerciales de Washington avec l'Union européenne n'en mènent pas large non plus. Il semblerait qu'aucune réforme ne soit en passe de restaurer la croissance cette année.

Les nations qui veulent prospérer doivent le faire malgré une économie globale en mauvais état. L'une des solutions qui s'offrent à elles est la dévaluation. Bien entendu, la dévaluation compétitive finira par aggraver le cas de tout le monde. Pour les économies émergentes, la dévaluation est généralement suivie par une inflation. Elle n'apporte aucun bénéfice.

La seule solution durable est d'augmenter la compétitivité au travers de réformes structurelles. Voilà qui stimulerait la croissance grâce à une efficacité accrue. Les économies majeures pourraient identifier les problèmes qui se posent à la croissance économique : le coût des

soins de santé aux Etats-Unis, la rigidité du marché du travail en Europe, les industries zombies du Japon, le manque d'infrastructures en Inde et le surinvestissement en Chine. Imaginez que ces problèmes soient combattus. L'économie globale pourrait augmenter à un rythme de 4% par an.

Bien entendu, les réformes structurelles coordonnées ne sont que chimères. Les réformes structurelles sont douloureuses. Tout le monde attend que d'autres agissent avant eux. Et quand les autres commencent à s'en sortir, il est facile de profiter des avantages. Attendre que les autres fassent le premier pas est ce qui a causé l'équilibre de stagflation dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

Alors que nous avons tendance à espérer le meilleur, la réalité peut être cruelle. Tant qu'il est possible de patauger, aucune réforme ne voit le jour. Après la crise de 2008, j'ai prédit une politique de stimulus généralisée, son échec éventuel et la descente du monde vers la stagflation. Malheureusement, c'est ce qui a le plus de chances de se passer ».

Ma seule réserve

La foi en les politiques d'Abe n'est pas le problème. Elles ne fonctionneront pas de toute façon.

Et quand cela deviendra évident, que fera Abe ?

Il fera j'en ai peur ce que font tous les Keynésiens : il se lancera dans toujours plus de politiques d'impression monétaire et de dévaluation de devise, couplées à plus de stimulus fiscal, dans l'espoir qu'elles puissent fonctionner.

Si Abe parvenait à faire grimper les salaires, à mettre fin au QE et à laisser le yen grimper, je m'inquièterai pour le Nikkei.

Mais tout indique qu'Abe continuerait sur sa lancée, ce qui détruira le yen.

Comme Xie, je pense que les politiques économiques d'Abe sont vouées à l'échec. Contrairement à Xie, je pense que le Nikkei a monté en raison de l'échec des politiques d'Abe, et non d'une confiance infondée en ses politiques.

En dehors du débat autour du Nikkei, Xie a tout à fait raison quant à l'état de l'économie globale.

La masse monétaire, un indicateur à surveiller pour les Etats-Unis

03 fév 2014 | [Bill Bonner](#)

▪ La semaine dernière, la Banque de Ben Bernanke a annoncé que le *tapering* se poursuivrait. Au lieu de contrefaire 75 milliards de dollars tous les mois, elle se limitera à 65 milliards de dollars. A ce rythme, elle aura abandonné la contrefaçon entièrement d'ici la fin de l'été.

Jeudi, le département du Commerce a annoncé que l'économie américaine se développait au taux annuel de 3,2%, ce qui est satisfaisant. Jusqu'à ce qu'on aille y voir de plus près.

Les actions ont repris du terrain.

La Fed n'avait guère de choix. Elle doit faire semblant de filer droit pendant encore un mois ou deux. Sinon, il ne lui restera pas un atome de crédibilité. Pour l'instant, tout va bien. On dirait que les actions auront terminé le mois de janvier sur une baisse de 3% seulement. Ce n'est pas une catastrophe.

Pour ce que ça vaut, notre drapeau d'Alerte au Krach flotte à nouveau au-dessus de nos bureaux internationaux. Nous disons "pour ce que ça vaut", parce que ça n'a pas valu grand'chose pour l'instant. Pas ces trois dernières années. Nous l'avons sorti à plusieurs reprises. Le vent l'a fouetté. Le soleil l'a blanchi. La pluie l'a trempé. Les marchés ne se sont pas effondrés. Nous avons fini par le rentrer, parce qu'il nous faisait pitié.

Aujourd'hui, il est de retour à son poste, même si nous sommes d'avis que le krach se produira plus tard. Mais tout pourrait arriver. Et ce sera le cas.

Nous sommes d'avis que la Fed continuera d'assister à ses réunions des Faussaires Anonymes — jusqu'à ce que le marché s'effondre vraiment. Elle relèvera alors ses manches et sortira l'encre et le papier. Mme Yellen ne voudra pas plus présider à un krach de marchés que M. Bernanke à son époque.

Oui, la Fed a cassé l'économie américaine et ses marchés. Maintenant, elle les a sur les bras. Elle ne peut plus permettre au marché boursier (ni d'ailleurs

au marché obligataire) de faire ce qui leur vient naturellement — corriger leurs erreurs.

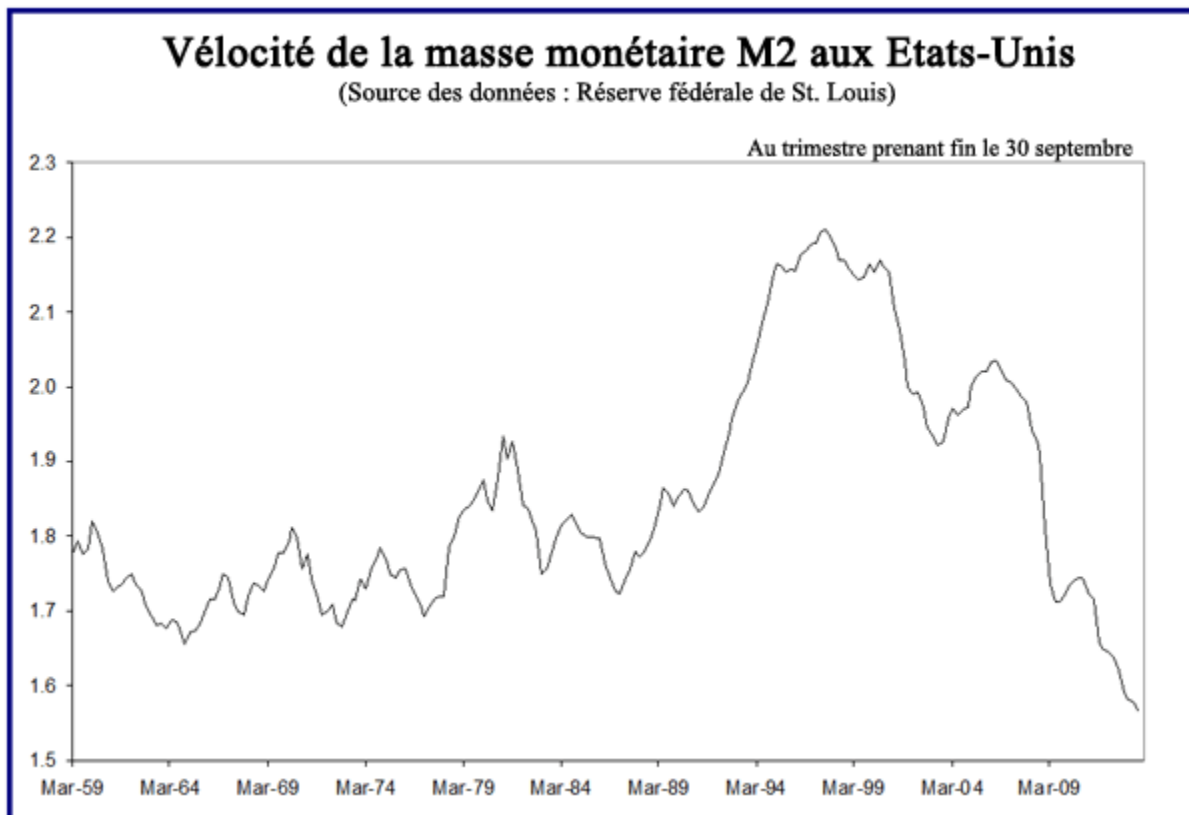
Ce qui signifie que les erreurs vont empirer.

▪ **Le signe que les choses ne vont pas si bien que ça**

"Oh là là, vous êtes si négatif", nous écrit un lecteur bien intentionné.

"L'économie a déjà repris un peu de vigueur. Ne peut-elle pas encaisser une réduction graduelle du QE ?"

Non, répondons-nous. Un "effet richesse" factice, voilà ce qui maintient l'économie américaine à flot en ce moment. Un véritable "effet pauvreté" la coulerait. Il suffit de regarder le graphique ci-dessous. Il explique pourquoi les prix à la consommation sont si paresseux... alors même que la Fed est à l'oeuvre. L'argent, comme la graisse, se fige quand une économie refroidit. Lorsque cette dernière chauffe, en revanche, l'argent coule comme de l'eau. Voici le graphique :



Comme vous pouvez le voir, la graisse est figée. L'économie est froide. Et notre drapeau d'Alerte au Krach est sur son mât.

« Sortir de l'euro, le débat interdit ! »

Charles Sannat 3 février

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Sortir de l'euro, le débat interdit, voici la « une » du magazine *Marianne* de cette semaine, en vente en kiosque actuellement. Il y a deux choses importantes dans cet article, l'article en lui-même bien évidemment, mais également le simple fait d'oser poser le débat en couverture d'un magazine grand public, sans pour autant balayer d'un revers de main justement la solution de la sortie de l'euro.

Alors disons-le, ce dossier laisse la parole aux eurosceptiques comme on dit pudiquement, eurosceptique étant le terme politiquement correct pour dire que l'on est contre l'euro, mais comme être contre l'euro ce n'est justement pas très politiquement correct, on préfère juste se dire ou se qualifier de sceptique. En ce qui me concerne, les résultats désastreux de l'aventure de la monnaie unique sont au-delà de provoquer en moi du scepticisme. Il n'y a plus à être sceptique ou dubitatif, l'euro est un échec social, un échec politique et bien sur un échec économique... et c'était une évidence.

Les mensonges économiques énormes des europathes !

Comme vous le savez, sortir de l'euro, ou simplement évoquer cette idée suffit à vous faire classer automatiquement dans les « estrêêêmes » ! Si vous osez seulement évoquer publiquement les raisons qui expliquent les dysfonctionnements de la monnaie unique, qui conduisent indubitablement à une seule conclusion logique qui est la sortie de l'euro, vous êtes forcément un vilain mangeur d'enfants cannibale, un véritable terroriste en puissance, un « estrêêêmist » patenté et dangereux pour le monde libre et civilisé.

Or lorsque l'on regarde les choses avec objectivité ou plutôt les arguments, je suis ébahi par les mensonges éhontés proférés par nos europathes relayés avec complaisance par nos grands médias sans qu'à aucun moment un regard critique ne soit posé sur des affirmations tout simplement mensongères.

À ce sujet, le dossier de *Marianne* ne déroge pas à cette règle même si, et c'est important de le souligner, l'effort de pluralité est réel et rien que pour cela, il faut acheter ce numéro pour manifester une forme d'adhésion. L'achat est toujours un acte de vote et le boycott un acte de défiance.

En attendant, voici quelques illustrations de ces mensonges hallucinants.

Si on sort de l'euro, la dette de la France restera en euro et ce sera la faillite !

Cet argument est génialement terrifiant à souhait ! Madame Michu... sortir de l'euro ? Vous n'y pensez pas ma brave conne... heu ma bonne dame (un europhate pense toujours que les gens sont cons, alors que franchement, je trouve que nos concitoyens montrent toujours une grande sagesse sur les sujets importants et l'appétit pour le débat politique est une tradition bien vivace dans notre pays). Donc ma brave dame, la dette libellée en euro serait reconvertie en francs mais comme il y aurait forcément (ce qui reste à prouver et nous y reviendrons juste après) une dévaluation d'au moins 1 million de pour cent (un europathe doit faire peur, seule la peur tient encore l'euro), notre dette en franc vaudrait au moins 10 millions de fois plus (je sais je viens de multiplier par 10, mais c'est comme cela que fonctionne le système économique dans l'esprit de nos eurodébiles) et vous seriez ruinée vous et vos descendants pour l'éternité et les siècles des siècles. (Là c'est le moment de l'appel solennel à la raison populaire.) Évidemment ma brave dame, ce n'est pas ce que vous souhaitez pour vos enfants hein... Non hein, alors l'euro c'est bien n'est-ce pas ? Hein !!!

Sauf que lorsque l'euro a été mis en place pour une valeur de 6,55957 francs français pour un euro, la dette française jusqu'alors libellée en francs (français) a été divisée par ce chiffre de 6,55957... tout simplement ! Si demain nous sortions de l'euro avec une parité le jour de notre sortie de l'euro de 1 euro pour 1 nouveau franc, alors notre dette de 2 000 milliards d'euros deviendrait automatiquement et légalement une dette de 2 000 milliards de nouveaux francs... nouveau franc qui pourrait parfaitement être dévalué, mais... cela n'aura aucun impact sur le stock de notre dette.

Juridiquement, la France emprunte dans la monnaie ayant cours légal. Hier le franc, aujourd'hui l'euro, demain le nouveau franc or ! C'est aussi simple que cela. Si le franc est dévalué, c'est l'investisseur international qui verra le pouvoir d'achat de sa créance sur la France dévalué... et franchement sans faire mon gôôchiste de base voir un banquier de Goldman Sachs perdre un peu de sous ne va pas m'empêcher de dormir.

Si on sort de l'euro, la dévaluation sera terrible, le prix de l'essence va exploser, vous ne pourrez plus remplir le réservoir de votre Clio ma brave conne ! Heu, ma brave dame...

Ça c'est un truc super flippant, y a pas mieux pour effrayer la ménagère et le ménager de moins de 50 ans (égââââlité oblige je suis désormais contraint d'écrire la ménagère et le ménager, c'est pour plaire à la Belkassine et montrer que je fayote comme il faut en intégrant la nouvelle propagande gouvernementale, d'ailleurs désormais je porte une jupe pour que mon fils puisse dire papa porte une robe et comprendre ce que cela veut dire). Vous imaginez la pauvre madame Michu (et son concubin, madame Michu donc n'est plus mariée puisqu'il faut lutter contre les stéréotypes), elle ne va plus pouvoir faire le plein de sa Clio diesel d'occas que la candidate à la Mairie de Paris veut d'ailleurs lui interdire d'utiliser... Bref, carrément pétrifiée la miss Michu à l'idée d'aller faire le plein en nouveaux francs !

Mais cela est mensonger et de façon éhontée pour une raison très simple. Si l'euro explose, il y aura retour aux monnaies nationales. On est tous d'accord là-dessus. Dès lors, imaginons que 1 euro = 1 franc. Comme les Zallemands ils sont vachement plus meilleurs que nous, eh bien au pire, disons que pour 1 mark il faudrait 2 francs (même les europathes n'osent pas vous dire que le franc vaudrait deux fois moins, mais soyons pessimistes, j'adore être pessimiste, car raisonner au « pire » c'est faire les meilleures estimations). Dans ce cas, le prix d'une Audi ou d'une BMW doublerait... Et franchement, je n'en ai que foutre dans la mesure où si le seul impact de la crise est que les classes moyennes soient obligées d'acheter une Peugeot plutôt qu'une Audi ne me fait ni chaud ni froid... D'ailleurs, personne ne veut vous dire qu'avant l'euro, les voitures allemandes coûtaient plus cher en raison également du taux de change !! Et qu'avec l'euro, les constructeurs français ont perdu 15 à 30 % de compétitivité vis-à-vis de l'Allemagne !!

Bref, maintenant, poursuivons ce raisonnement, 1 mark = 2 francs. Ok. Et de vous à moi, la production de pétrole de la Germanie c'est combien de barils par an ? 0 ! Oui c'est à peu près cela, 0 ! Et votre pétrole il est coté en marks ? Eh bien nan !! Vous savez quoi ? Même qui paraît que le pétrole il est coté en dollars américains !

Alors pour savoir si en sortant de l'euro la miss Michu aura son réservoir à sec, il ne faut pas imaginer la future parité franc/mark, mais franc/dollar et là,

cela tombe plutôt bien puisque comme le dollar vaut au moins 30 % de moins que l'euro actuel et que le mark vaudrait sans doute au pire 30 % de plus que le futur franc, cela voudrait dire qu'en données corrigées de ce que l'on a pas vu venir, eh bien 1 franc = 1 dollar = que le plein de la conne de Michu vaudrait peu ou prou la même chose avant qu'après...

Mais comme tout cela est trèèèèèè compliqué, évidemment il faut épargner les explications à nos pauvres crétins de citoyens, il ne faut surtout pas les déranger pendant la diffusion de The Voice sur TFone, le temps de cerveau disponible ça rapporte ! Alors que je suis persuadé, et c'est tout le sens de mon travail de pédagogie, que nos compatriotes peuvent tout comprendre à condition que l'on prenne juste le temps de leur expliquer les choses mais, vraiment, pas en les prenant pour des buses comme le font nos mamamouchis.

En cas de sortie de l'euro, le capital des assurances vie baisserait de 10 % !!

Hoooooo, j'ai beaucoup rigolé quand je l'ai lu celle-là ! Je ne connaissais pas cette blague ! D'abord, je croyais que l'assurance vie c'était garanti... hein, aucun risque... mais bon si on sort de l'euro, là c'est plus garantie... et pourquoi 10 % ? Aucune explication ! Aucun raisonnement ! Aucun calcul (c'est page 19 tout à la fin). On vous dit juste oulalalalala pauvre conne de Michu, ton assurance vie, hop – 10 % ! Ça t'emmerderait hein... alors on reste dans l'euro ?

Déjà, perdre 10 % sur nos assurances vie, enfin les vôtres, car moi cela fait belle lurette que je n'en ai plus, enfin ce n'est pas tout à fait vrai, j'ai gardé les machins ouverts avec 50 euros dessus pour garder l'antériorité et forcer mon vilain banquier à m'envoyer plusieurs courriers tous les ans pour me tenir au courant de ce superbe placement de 50 euros... Mais je n'ai plus d'épargne libellée en obligation d'États européens en faillite ! Bref, perdre 10 % vu la crise ce ne serait pas cher payé, car franchement, on devrait plutôt tout perdre dans un monde normal et cela risque de se finir comme ça.

Or rester dans l'euro et sauver l'euro, si je ne m'abuse, d'après les propositions du FMI, la demande express de la Banque centrale allemande (c'est nos grands zamis les Zallemands), c'est justement accepter une ponction d'au moins 10 % de toute notre épargne pour sauver les États, les

dettes et donc la monnaie unique...

Je préfère tenter ma chance sans l'euro ! Au moins, si on se taxe, ce sera entre nous et c'est pas Helmut qui décidera à Berlin de me faire les poches ! Même dans la ruine, je suis pour le patriotisme économique ! Une espèce de vieille idée du type la souveraineté c'est important et permet à un peuple de savoir comme il règle ses problèmes comme un grand !

Donc évidemment le problème dans tout ça, ce n'est pas l'euro ou le franc, c'est la dette et notre capacité à la payer... et avec le franc, nous avons plus de chance de payer notre dette qu'avec le carcan de l'euro, ce qui est une évidence et du bon sens !

Sortir de l'euro, c'est le retour du contrôle des changes, impossible de partir en voyage beurkkk caca boudin crotte !

Ne vous marrez pas mes braves cons et connes, nous sommes tous des Michus dans les esprits tordus de nos europathes qui aiment vraiment nous prendre pour des crétins finis, et je déteste être pris pour un crétin et comme je l'ai pris pour moi, forcément, je réagis mal (ma femme me dit de me calmer, de crier moins fort, et que si je me détends elle me fait une bonne boîte de raviolis pour midi avec un poil de gruyère râpé).

C'est page 22 que l'émérite professeur de l'ESCP (un truc super sérieux), qui plus est expert à l'institut de l'entreprise, alors pensez donc, à ce niveau c'est du lourd, c'est du sérieux, c'est du professionnel massif en barre, que voulez-vous qu'elle fasse la Michu contre autant de neurones actifs ?

Bref, le type nous explique que sortir de l'euro c'est rétablir le contrôle des changes, empêcher les gens de voyager pour toujours et pour l'éternité jusqu'au retour du Messie et de la fin des temps. Pas de rédemption !

Sauf que c'est un argument complètement bidon et fallacieux, et encore une fois on nous prend pour des imbéciles dans les grandes largeurs. Explications !

Tout d'abord, le contrôle des changes n'est effectivement pas la meilleure des choses et cela rend tout plus compliqué, mais un contrôle des changes est en général temporaire et pendant les Trente Glorieuses, nous avons un contrôle des changes permanents. Pendant les Trente Glorieuses, nous avons le plein-emploi. Durant les Trente Miséreuses (actuellement), nous n'avons pas de

contrôle des changes, mais nous avons plein de chômeurs. Évidemment, cela ne peut pas être lié. En aucun cas ! (C'est de l'humour évidemment, car il y a un rapport basé sur l'idée de protectionnisme.) Mais passons.

Disons que ce qu'il faut retenir, c'est qu'un contrôle des changes devrait bien avoir lieu dans les premiers temps, histoire de stabiliser tout cela et absorber le choc, mais il serait temporaire. Évidemment, ce que l'on oublie juste de vous dire, c'est qu'avec l'euro il y a aussi le contrôle des changes !!

Non seulement vous avez actuellement un contrôle des changes très sévère à Chypre et qui dure, et il me semble que Chypre c'est encore la zone euro... mais en plus toutes les nouvelles législations européennes votées actuellement prévoient justement la mise en place de tels contrôles des changes pour éviter que les moutons se mettent à courir dans tous les sens en essayant de planquer leur pognon ailleurs le jour de la grande tonte !!

Le contrôle des changes c'est donc avec l'euro que vous l'aurez en conservant tous les inconvénients de cette monnaie mal conçue et mal ficelée depuis le départ mais il ne pouvait pas en être autrement puisque l'idée de l'euro c'est d'avoir la même monnaie, avec la même politique monétaire pour 18 économies intrinsèquement complètement différentes... Et vous savez quoi ? Ça ne marche pas ! Bonne blague... Ça alors, quelle surprise.

Évidemment, l'éminent professeur de l'ESCP conclut son article en faisant peur à la France entière sur la facture pétrolière qui ferait passer l'écotaxe pour « une anodine ponction »... Je crois que l'on peut nommer ce monsieur aux « zeuropathes Awards ».

Encore une fois, sortir de l'euro n'est pas un projet mais la conséquence d'un projet !

Il ne faut pas être « destructeur » pour le plaisir mais être porteur d'un projet alternatif et c'est pour le moment ce qui manque, hélas, à l'ensemble des opposants à la monnaie unique.

Sortir de l'euro n'est pas une fin en soi et ne constitue en aucun cas un projet d'avenir pour notre pays. En revanche, un projet global, politique, social et économique tourné vers l'avenir et la reprise en main par le peuple de France de sa destinée ne pourra certainement pas s'accommoder du carcan délétère et économiquement mortifère que fait peser l'euro sur notre pays.

Nous devons sortir de l'euro, mais nous devons savoir pourquoi et pour quoi faire et nous devons le savoir avant. Mieux notre projet sera défini, plus il sera également lisible pour l'ensemble des partenaires de la France, qu'il s'agisse des marchés, des investisseurs internationaux, des grandes entreprises françaises comme étrangères, et évidemment de notre peuple. Plus il sera lisible, plus il suscitera l'adhésion et plus il aura des chances de succès et surtout, plus les choses se passeront bien.

L'euro est une forme de concurrence au dollar, ne nous leurrions pas. Il est donc probable que les Anglo-saxons voient rouge à l'idée de la disparition de la seule alternative actuelle au dollar.

Je vous mets en lien l'article que j'avais écrit il y a quelques mois justement sur le fait que la sortie de l'euro devait être la conséquence d'un projet ambitieux pour notre pays.

Soyons très honnêtes. Avec ou sans l'euro, la situation économique mondiale est critique et notre pays au bord de l'effondrement. Avec ou sans l'euro, les sacrifices que nous devons consentir seront réels et nous devons tous faire de grands efforts pour en finir avec la facilité passée de l'endettement. Sortir de l'euro ne peut pas être un chemin facile, mais y rester ne nous aidera pas. Bref, sortir de l'euro ne doit pas s'accompagner de fausses promesses.

Si nous ne voulons plus avoir besoin des banquiers, si nous ne voulons plus être soumis à la dette, il n'y a pas beaucoup de solutions. En réalité, il n'y en a qu'une. Il faut dépenser chaque mois moins que ce que nous gagnons. C'est aussi simple que cela. Nous avons des ressources disponibles et nous devons faire avec.

Euro ou pas, imaginer qu'en en sortant nous pourrions créer autant de monnaie que nécessaire est une erreur. Néanmoins en sortant de l'euro, nous retrouverons des marges de manœuvre qui nous permettront de mieux gérer cette situation économique désespérée.

En attendant, ne vous laissez pas enfumer par de faux arguments et par des mensonges aussi gros qu'éhontés.

Ce sont nos europathes qui sont prêts à sacrifier les peuples européens sur l'autel de ce cauchemar qu'est devenu l'Union européenne.

Restez à l'écoute.

Quelques chiffres sur la crise des émergents !!



C'est un article de l'Agefi qui nous donne quelques chiffres sur la décollecte actuellement en cours dans les pays émergents mais surtout des points de comparaison avec les derniers coups de vents sur les marchés boursiers.

« Les investisseurs ont retiré 9,1 milliards de dollars des fonds d'actions et d'obligations des marchés émergents dans la semaine arrêtée au 29 janvier, montrent les statistiques d'EPFR Global ».

« Les fonds actions émergents ont connu 6,3 milliards de dollars de retraits, soit un flux de sorties hebdomadaires comparable aux alertes d'août 2011 ou de mai 2013 lors des premières allusions de la Fed à son «tapering».

« Depuis le début de l'année, les retraits sur fonds actions émergents atteignent 11,5 milliards.

Les fonds obligataires ont connu quant à eux 2,7 milliards de dollars de retraits hebdomadaires. »

On voit donc que le mouvement actuel dans les pays émergents semble massif et qu'il peut parfaitement augurer d'une nouvelle de la crise économique que nous traversons depuis 2007. Encore une fois la FED joue avec le feu et il est évident qu'en retirant finalement à un rythme assez rapide son QE elle ne peut que contribuer à dégonfler brutalement toutes les bulles financières qu'elle avait contribué à créer.

Tout cela n'est pas le fruit du hasard. C'est une véritable politique.

Charles SANNAT [Lire l'article entier de l'AGEFI ici](#)

Réunion secrète européenne pour parler de la Grèce

« Lundi, les membres de la troïka et les ministres des Finances allemand et français se sont rencontrés discrètement pour parler de la Grèce, toujours en grande difficulté. Le ministre grec des finances n'avait pas été convié.

Lundi dernier, les membres de la troïka (Union européenne, BCE, FMI) se sont retrouvés en compagnie des ministres des Finances allemand et français et des responsables européens pour une réunion à l'abri des regards, raconte le *Wall Street Journal*. Sujet : la Grèce. Le ministre des Finances grec, qui était présent dans le même bâtiment bruxellois, n'avait pas été convié. »

C'est un article de Médiapart que m'a fait parvenir notre camarade contrarien Alain et qui revient sur les dernières tractations en cours au sein de l'eurozone et qui concerne l'avenir de la Grèce. Ces réunions se tiennent sans les Grecs, des fois qu'ils soient un peu concernés par leur propre avenir...

Voilà qui en dit long sur le fait que la crise de l'euro soit derrière nous, comme nous l'explique doctement Casque 1er en sortant de la rue du Cirque. Cela en dit long également sur le respect de la démocratie...

La Grèce finira par sortir de la zone euro.

L'économie espagnole a reculé de 1,2 % en 2013

MADRID, 30 janvier – L'économie espagnole a reculé de 1,2 % selon les dernières données publiées jeudi par l'Institut national de statistique espagnol (INE).

L'INE a rapporté que l'économie espagnole avait chuté de 1,2 % en 2013, soit 0,4 % de moins que la baisse constatée en 2012.

L'Institut a également révélé que l'économie espagnole avait crû de 0,3 % au dernier trimestre de 2013, suite au 0,1 % de croissance du troisième trimestre, qui avait enfin vu l'Espagne sortir de la récession après neuf trimestres consécutifs de baisse du PIB.

Le PIB espagnol a reculé de 0,1 % au quatrième trimestre en comparaison avec la même période en 2012, ce qui correspond à une amélioration par rapport au troisième trimestre, où la contraction de l'économie avait été de 1,1 % en termes annuels.

L'INE attribue cette amélioration à une meilleure performance de la demande

intérieure espagnole et des exportations, même s'il ne fournira les détails que le 27 février, date à laquelle l'INE confirmera ces données provisoires.

La Banque d'Espagne avait annoncé la semaine dernière que l'économie espagnole avait connu un repli de 1,2 % en 2013, ce qui correspond aux chiffres présentés jeudi par l'INE. Cela constitue une bonne nouvelle pour le gouvernement qui prévoyait de manière plus pessimiste une contraction de 1,3 % en 2013.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Franchement, elle est pas belle la reprise espagnole avec une récession de 1,2 % ? Moi j'adore la propagande à laquelle nous sommes tous soumis. De temps en temps, il y a un chiffre qui sort et qui montre bien que tout cela n'est que de la poudre aux yeux. Mais comme nous le dit Casque 1er, le pire de la crise de l'euro est derrière nous, mais alors juste derrière, et là, attention au coup de Trafalgar !!

Attachez vos ceintures, la crise revient !

Un économiste néerlandais explique que le partenariat transatlantique pourrait influencer la croissance chinoise

LA HAYE, 30 janvier – Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) envisagé entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis pourrait influencer directement et indirectement la croissance économique de la Chine, a expliqué récemment à Xinhua Piet Buitelaar, économiste travaillant à la banque centrale néerlandaise.

Avec cet accord, l'UE et les États-Unis visent à supprimer les barrières douanières dans un grand nombre de secteurs économiques afin de faciliter l'achat et la vente de biens et de services entre les deux parties.

L'accord devrait amener plus d'emplois et de croissance économique à la fois pour l'UE et les États-Unis, mais pourrait également mener indirectement à moins de croissance liée aux exportations dans d'autres régions du monde, estiment les experts.

« Une réduction des barrières non tarifaires abaisse les coûts des transactions entre États-Unis et UE, ce qui implique moins d'exportations depuis la Chine vers ces régions, » a expliqué Buitelaar à Xinhua pendant une conférence sur le TTIP qui se tenait à Utrecht lundi.

Un autre effet secondaire du TTIP sur la Chine pourrait être que les entreprises auront à augmenter leurs normes de qualité concernant les questions de travail, le droit environnemental et les questions de sécurité alimentaire. Selon Buitelaar, les conséquences pour la Chine ont été marginales jusqu'ici, mais le TTIP pourrait changer la donne.

« Les nouvelles règles élèveront les seuils pour l'entrée des entreprises chinoises sur les marchés européens et américains, » a poursuivi Buitelaar.

De plus, la Chine et d'autres pays pourraient avoir des difficultés à mettre en œuvre les nouvelles règles et réglementations du TTIP, ce qui pourrait causer des effets externes négatifs.

Une solution pour les pays fortement touchés par l'issue des négociations du TTIP serait de s'impliquer dans celles-ci.

Mais jusqu'ici cela n'a pas l'air de se produire. Même les ONG européennes et américaines, les parlementaires et les citoyens n'ont cessé d'exprimer leur sentiment que le processus de négociation a été loin d'être transparent jusqu'ici.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Eh oui, si nous ne signons pas ce traité, ce sera la fin du monde, le soleil grossira jusqu'à englober la terre toute entière et nous mourrons tous dans d'horribles souffrances économiques et sociales. Nous serons même obligés de manger nos propres enfants pour survivre... Heureusement j'ai un stock de boîtes de raviolis.

Plus sérieusement, ce traité c'est la prospérité, voilà un discours de propagande orwellienne sur lequel il ne faut nourrir aucun doute, car effectivement cet économiste a raison sur un point : il y aura encore plus de libre-échange, encore moins de barrières, et tout sera fait pour favoriser le pouvoir dictatorial des grandes multinationales comme dans le livre *Globalia* de Rufin.

Cela dit même aux Etats-Unis il semble y avoir une opposition à ce texte et des scissions au sein même du parti démocrate en témoigne cet article du [Figaro ici](#)

Les Français prêts à encaisser des réformes-chocs sur le chômage !

C'est une dépêche Reuters qui revient sur un sondage BVA pour I>Télé et qui montre que de nombreux français sont prêts à des sacrifices concernant l'assurance chômage.

Comme tous les sondages, cela vaut ce que ça vaut. Disons que ce résultat n'est pas très surprenant. En réalité, seuls les chômeurs ou ceux qui risquent de le devenir prochainement se pensent concernés par de telles modifications. Il est donc toujours plus facile de faire faire les efforts par les autres que par soi-même. C'est très humain.

Je suis effectivement favorable à la dégressivité qui était la norme jusqu'à ce que Lionel Jospin me semble-t-il a décidé avec l'accord du MEDEF et des syndicats de l'abolir, ce qui était une très mauvaise idée. Néanmoins, nous avons vraiment un problème de chômage aujourd'hui et il est dramatique de vouloir réformer ces systèmes au moment même où nos concitoyens en ont le plus besoin.

Ce qui est sûr, c'est que de toute façon tout devra être revu et au plus mauvais moment.

Les fonds émergents connaissent une forte décollecte

Par le 31/01/2014 pour L'AGEFI Quotidien - Edition de 18H



Les investisseurs ont retiré 9,1 milliards de dollars des fonds d'actions et d'obligations des marchés émergents dans la semaine arrêtée au 29 janvier, montrent les statistiques d'EPFR Global. Celles-ci reflètent surtout les décisions d'investissement de la clientèle privée. Dans le détail, les fonds actions émergents ont connu 6,3 milliards de dollars de retraits, soit un flux de sorties hebdomadaires comparable aux alertes d'août 2011 ou de mai 2013 lors des premières allusions de la Fed à son «tapering». Depuis le début de l'année, les retraits sur fonds actions émergents atteignent 11,5 milliards. Les fonds obligataires ont connu quant à eux 2,7 milliards de dollars de retraits hebdomadaires.

Scandale : Acte de dictature en Italie !

Wikistrike et Agoravox 3 février



Des événements très très graves se sont produits ces derniers jours à l'assemblée Italienne dans un silence médiatique Français Hallucinant !!

Depuis 10 mois de cette législature, les incidents se succèdent avec des atteintes et transgressions sans précédent à la constitution Italienne de la part des partis majoritaires PD (Social-démocrate comme le PS quoi) et PDL (Parti de Berlusconi avant sa séparation).

Il semble qu'un point de non-retour sans précédent dans l'histoire de la République Italienne, ne soit arrivé dans la nuit du 29 Janvier 2014.

Les Grillini qui ne cessent de mettre au jour les magouilles et les corruptions des politiques, activisme des Lobbyistes au sein même du parlement et du sénat, ont été bafoués de leur droit le plus élémentaire de s'exprimer. Un décret de loi IMU-BANKITALIA était en discussion ces derniers jours avec une échéance qui le rendait caduc si non voté avant le 29 Janvier minuit.

Ce décret, comme toujours, cachait sous l'abolition de la tranche d'impôt (IMU) pour les Italiens une ignominie.

Ce décret fourretout est dénoncé par les Grillini car il contient la privatisation, de fait, de la banque d'Italie (BANKITALIA) par l'augmentation du capital de 7.5 milliard d'euros.

Ces 7.5M\$ étant pris dans les réserves de la banque, autrement dit, on vole l'argent des Italiens pour le donner aux banques privées actionnaires de BANKITALIA.

De plus, le rendement de ce capital assurait 750 M\$ par an aux banques.

Autant d'argent qui ne va pas au budget de l'Etat pour construire des écoles, des routes, etc ...

Malgré les protestations des Grillini, le décret a été présenté à l'assemblée quelques jours seulement avant l'échéance. Il aurait pu être bien avant ce qui montre la volonté des évènements qui vont suivre.

Le décret n'ayant pas encore été voté ce 29 janvier, les parlementaires Grillini et d'autre de l'opposition soit 170 députés ont choisi de faire de l'obstructionnisme.

Autrement dit utiliser tout leur temps de parole (environ 10 min chacun donc près de 29 heures) pour faire dépasser le débat et louper l'échéance à minuit. Le coup fourré est arrivé aux environs de 20H00, la présidente du parlement, en violation de tout règlement et du droit le plus élémentaire des députés, a décidé d'arrêter les débats et de faire procéder aux votes.

Un vrai scandale institutionnel qui a provoqué la réaction immédiate des Grillini qui ont voulu prendre les bans du parlement en signe de protestation. Les députés de la majorité les ont alors insultés en les traitant de Fasciste et un député Grillini a même été frappé physiquement, voir la seconde vidéo.



<http://www.youtube.com/watch?v=NktSYPLdjZA#t=16>

L'agression du député Loredana LUPO (M5S)



Aujourd'hui les Grillini ont aussi déposé une demande d'Impeachment du Président Italien qui est normalement le garant de l'application de la constitution Italienne.

Au lieu de cela c'est lui qui manœuvre pour maintenir la caste politique en place pour servir les intérêts des banques et des Lobbies.

Par ailleurs, les parties majoritaires veulent changer la loi régissant les élections législatives déclarée anticonstitutionnelle, pour s'assurer de conserver le bipartisme !!

C'est juste incroyable, et aucune information ne filtre en France pour le moment.

Et évidemment la presse Italienne, deuxième peau du système, ne cesse de montrer les Grillini comme des violents, des personnes qui ne respectent aucune loi et qui veulent faire payer plus d'impôts aux italiens.

<http://www.agoravox.tv/actualites/politique/article/scandale-acte-de-dictature-en-43175>

Le système financier chinois : UNE COPIE DE PLUS SANS AUTORISATION !

3 février 2014 par François Leclerc

Développement du risque systémique et persistance de l'aléa moral... y aurait-il du nouveau dans ces domaines déjà largement explorés ? Oui, car il s'agit de la Chine et non plus des travers financiers connus d'un pays occidental !

Un tout de passe-passe, dans les usages des autorités chinoises, a finalement permis de renflouer les investisseurs attiré par la promesse d'un fort rendement, qui s'étaient fourvoyés dans l'achat d'un produit financier

correspondant au prêt à un débiteur ayant fait défaut. Saura-t-on jamais l'identité du généreux bienfaiteur ? on peut en douter ! Il aura en tout cas permis de couper court aux inquiétudes manifestées à propos des effets systémiques redoutés de l'affaire. Le produit en question, créé par un « trust » emblématique du shadow banking, China Credit, était commercialisé par Industrial and Commercial Bank of China, un fleuron du système bancaire officiel. Entre les deux secteurs, la cloison est poreuse.

Certes, la banque a les reins assez solides pour faire face sans difficulté à une perte de 360 millions d'euros, mais elle s'y refusait, n'ayant eu qu'un rôle de commercialisation. Le signal qui aurait été donné en laissant sans réagir les choses suivre leur cours était susceptible de créer un affolement dans un système financier non régulé qui a beaucoup prêté, sans nécessairement faire preuve de discernement ! Avec comme raison un incontestable aléa moral, autrement dit la conviction que les autorités épongeront les pertes, ce qui s'est effectivement produit.

Les autorités ont récolté ce qu'elles ont semé. Elles ont laissé se développer rapidement le shadow banking, y voyant un moyen de financer les secteurs les plus dynamiques de l'économie en dehors des circuits bancaires établis, qui réservent en priorité leurs intentions au secteur économique traditionnel. En quelque sorte, une tentative de contournement des obstacles rencontrés à la réorientation de l'économie chinoise vers le marché intérieur.

Mais était-il nécessaire de procéder à cet escamotage qui va renforcer encore l'aléa moral dans un secteur financier opaque et offrant peu de prise ? N'aurait-il pas mieux valu créer un choc salutaire afin de porter un coup d'arrêt aux pratiques dangereuses ? Il a été décidé de ne pas prendre de risque dans l'immédiat, ce qui revient à le reporter à plus tard et dans une situation ayant empiré, car d'autres défauts sont inévitables. Selon l'hebdomadaire *The Economist*, les « trusts » généreraient désormais 1.700 milliards de dollars d'actifs, qui certes ne se révéleront pas tous toxiques. En attendant, encouragé, le système financier chinois va continuer à n'en faire qu'à sa tête, ce qui nous rappelle aussi quelque chose.

En raison de la non convertibilité de sa monnaie, la Chine pouvait paraître solide dans un monde secoué par une crise monétaire. Mais un ver est dans le fruit.

Des robots à la conquête des usines

3 février 2014 | [Cécile Chevré](#)

L'histoire des robots industriels commence officiellement en 1954 quand George Devol invente ce qui deviendra le robot Unimate, un bras articulé capable de transférer un objet d'un endroit à un autre (en 1956 est créée la société Unimation). Ni plus ni moins un bras articulé donc, qui s'inspirait des téléopérateurs utilisés dans l'industrie nucléaire dans les années 1950 (indispensables pour la manipulation d'éléments radioactifs).

Mais c'est en 1961 que l'Unimate rentre réellement dans les usines grâce d'abord au géant automobile General Motors qui l'installe dans l'une de ses usines, dans laquelle le robot est chargé de saisir des pièces de métal à très haute température, de les déplacer jusqu'à des bains de refroidissement. A partir de 1966 le robot équipe alors progressivement de plus en plus de chaînes de montage de l'industrie automobile – qui reste l'un des principaux débouchés pour les robots industriels.

A partir des années 1970, l'Unimate et ses concurrents sont améliorés, rendus plus autonomes, moins encombrants, plus agiles et, enfin, moins chers. Si bien que les ventes ont explosé depuis le début des années 1980.

Les robots, de super-ouvriers

Au départ, les robots ont principalement été utilisés pour remplacer les humains dans les emplois et les tâches répondant aux critères des 3D – à savoir Dull, Dangerous et Dirty (ennuyeux, dangereux et salissant).

Logiquement donc, les robots se retrouvent essentiellement dans les secteurs automobile, électronique, chimique et métallurgique. La plupart de ces androïdes sont des bras articulés, plus ou moins mobiles, plus ou moins capables de mouvements, de précision et de plus en plus équipés de systèmes de “vision” qui améliorent leur fonctionnement et leur permettent de vérifier la qualité des produits fabriqués.

Ils sont dévolus aux postes répétitifs, dangereux ou toxiques pour la santé humaine, mais aussi à ceux qui nécessitent rigueur et précision. Ainsi, dans les chaînes de montage de l'industrie automobile, ils sont chargés des travaux de peinture, de soudure, d'emboutissage, etc.

Dans les autres secteurs dans lesquels ils sont présents, la liste des tâches qui peuvent être confiées à des robots s'allonge chaque jour : empiler des objets,

des palettes, assembler, étiqueter, conditionner, contrôler, etc.

Votre téléphone portable, votre ordinateur, le bureau Ikea sur lequel vous travaillez, la canette de soda que vous allez décapsuler, l'aspirine que vous venez d'avaler... tous ces objets sont passés à un moment ou un autre de leurs étapes de fabrication entre les "mains" d'un robot.

Un marché perméable à la crise

La Fédération Internationale de la Robotique (IFR) estime donc que, depuis la fin des années 1960, ce sont 2,47 millions de robots industriels qui ont été vendus dans le monde et qu'aujourd'hui, entre 1,23 et 1,5 million de ces robots sont en activité. Et même si les ventes ont reculé de 4% en 2012 par rapport à 2011, avec 159 346 ventes, 2012 fut quand même la seconde meilleure année en la matière.

La demande des industries automobile, agroalimentaire, chimique et plasturgique a progressé, contrairement à celle de la métallurgie.

L'automobile a encore une fois confirmé son statut de secteur roi pour la robotique industrielle, représentant 40% des ventes (+6% pour ce seul secteur en 2012 avec 63 200 nouveaux robots).

La robotique industrielle à destination de l'automobile s'est donc avérée étonnamment résistante à la crise financière et économique. Si les ventes de robots ont plongé en 2008 et 2009, elles se sont reprises dès 2009 et, depuis, les ventes ont quasi-triplé, passant de 19 300 à 59 700 robots.

Aujourd'hui, c'est un marché de 26 milliards de dollars si l'on inclut, en plus des achats qui représentent 8,7 milliards de dollars, les logiciels et consoles de commandes ainsi que l'entretien des robots. Selon l'IFR, 2013 devrait être une nouvelle année record.

En effet, les chiffres des 3 premiers trimestres montrent une augmentation des ventes de robots par rapport à la même période en 2012 et ce malgré les difficultés économiques auxquelles font face les différents pays ou secteurs industriels.

Cette progression, attendue de 2% par rapport à 2012, est due à différents facteurs. Face à la crise, nombre d'entreprises ont fait le choix de se moderniser pour réduire leurs coûts, mais aussi pour proposer de nouveaux produits plus innovants.

C'est ce qui explique en partie la forte demande provenant des Etats-Unis

(+7% en 2012 par rapport à 2011), en pleine phase de modernisation de son industrie automobile. 2014-2016 devrait voir une redistribution des cartes avec la baisse de la demande des secteurs traditionnels (automobile et métallurgie) et l'augmentation de celle de l'électronique (soutenue par l'engouement pour les nouvelles technologies), mais aussi de secteurs comme l'industrie pharmaceutique ou agroalimentaire.

Les ventes de robots sont attendues en progression d'environ 6% par an. Autre bouleversement à attendre : celui de la montée de la demande venue des pays émergents. J'y reviendrai dans une future Quotidienne.

[Ça chauffe pour le gaz naturel !](#)

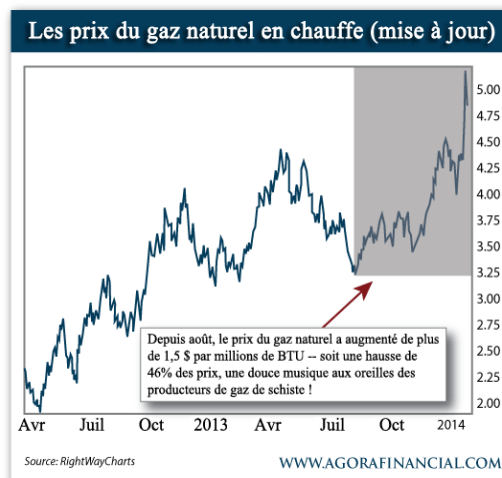
Matt Insley 03 fév 2014 | La Rédaction

▪ “Alors que le froid sévit dans la plus grande partie des Etats-Unis, le prix du gaz naturel est en train de chauffer”, écrivais-je à mes lecteurs début décembre.

Depuis, le prix du gaz naturel est devenu brûlant.

Le moment est idéal pour mettre à jour notre thèse sur certains des meilleurs producteurs de gaz de schiste à acheter. N'oubliez pas, dans le domaine du gaz naturel, la saisonnalité compte ! [Ci-dessous vous trouverez une version mise à jour d'un graphique tiré de notre article *Nat Gas Heats Up the U.S. Northeast* "Le gaz naturel réchauffe le nord-est des Etats-Unis", daté du 11 décembre 2013.]

Un coup d'oeil rapide au thermomètre du gaz naturel permet de voir que les prix grimpent (à nouveau !)...



Selon l'Energy Information Administration, près de 50% des ménages américains utilisent le gaz naturel comme principale source de chaleur.

Au cours des derniers mois, avec les chauffages qui fonctionnent à plein régime dans tout le pays, les réserves de gaz naturel (en stock) ont chuté : elles sont 13% inférieures à leur moyenne sur cinq ans — et près de 20% inférieures aux réserves de l'année dernière.

Naturellement, avec les réserves qui s'amenuisent et la demande qui augmente, les prix sont à la hausse. Les plus bas de novembre autour de 3,60 \$ se sont rapidement transformés en plus hauts de décembre à 4,25 \$ — et les plus hauts de janvier ont dépassé les 5 \$!

On voit donc bien qu'avec le gaz naturel, la saisonnalité compte énormément. En outre, chaque jour qui passe avec un prix du gaz naturel au-dessus de 4 \$, les producteurs de gaz de schiste engrangent des marges supplémentaires dans leur bilan.

Outre le bond évident et immédiat des prix courants, les producteurs de gaz naturel peuvent également reporter ces augmentations de prix sur leur production future. Au final, c'est du gagnant/gagnant pour les producteurs de gaz de schiste qui, il y a encore seulement un an et demi, voyaient les prix du gaz naturel plus proches de 2 \$.

Il faut voir les choses ainsi : un grand producteur de gaz naturel comme Range Resources produit plus de 27 millions de "mètres cube d'équivalent de gaz" (mfe) par jour. A 3,25 \$ le gaz naturel (avec une conversion rapide pour passer du mfe au mbtu), l'entreprise enregistre un chiffre d'affaires d'un peu plus de 3,1 millions de dollars par jour. Mais avec le prix du gaz naturel plus proche de 5 \$, Range enregistre un chiffre d'affaires plus proche de cinq millions de dollars par jour.

Ce revenu supplémentaire est une aubaine.

▪ **Bonne nouvelle pour New York**

Par conséquent, oui, la saisonnalité importe beaucoup. Mais ce n'est pas le seul facteur fondamental pour fixer les prix du gaz naturel. En fait, il y en a un autre qu'il convient de surveiller. Un timing très chanceux pour les consommateurs d'énergie de New York...

En effet, l'heureux hasard du boom du gaz de schiste aux Etats-Unis ne peut être sous-estimé. Pendant des millions d'années, le pétrole et le gaz naturel se

sont formés dans divers endroits du sous-sol américain. Aujourd'hui l'immense dépôt Marcellus sous le sol de Pennsylvanie est une aubaine pour le Nord-Est.

Non seulement le Bassin de Marcellus est annoncé comme le deuxième plus grand champ de gaz au monde MAIS en plus il se trouve à quelques kilomètres seulement d'énormes centres de demande comme la ville de New York.

Toutefois, jusqu'à présent, du fait du manque de pipelines, le gaz naturel était coincé et ne parvenait pas à Manhattan...

L'un des principaux projets de pipeline apportant le gaz de Marcellus vers la ville de New York a été commandé à Spectra Energy. Le pipeline fournit 22 millions de mètres cube de gaz naturel par jour – selon un porte-parole de l'entreprise, cela représente assez d'énergie pour chauffer deux millions de foyers. De récentes données de recensement montrent que la ville de NY compte au total trois millions de foyers — c'est donc beaucoup de capacité de gaz naturel ajoutée et de demande qui s'ensuit.

Selon *Businessweek* :

“Les consommateurs du nord-est et de Nouvelle-Angleterre paient en règle générale les prix les plus élevés pour le gaz naturel, en particulier en hiver, lorsque la demande de chauffage grimpe. Durant une vague de froid en janvier dernier, le prix du gaz naturel livré à la ville de New York a atteint un record ; cela coûtait plus que le gaz livré en Asie, où les prix sont souvent le triple de ceux des Etats-Unis”.

“Un pipeline qui a ouvert le 1er novembre a effectivement doublé la quantité de gaz naturel livré à Manhattan et a fortement fait baisser les prix de livraison sur l'île. Le 31 octobre, en prévision de l'ouverture du pipeline, les traders ont fait baisser le prix du gaz naturel livré à New York”.

La ville de New York ne sera pas leur seul endroit à bénéficier de l'augmentation de la production en Pennsylvanie.

A mesure que le gaz de schiste américain trouve son marché, il faut s'attendre à ce que les prix continuent d'augmenter. Que sa saisonnalité soit due à un vortex polaire, à un usage domestique, à un usage pour centrale électrique, à une utilisation industrielle, à des exportations potentielles ou autre, la demande de gaz naturel ne cesse d'augmenter.

[LE BLOG DE PIERRE JOVANOVIC](#)

LA REVUE DE PRESSE AVEC LE COMTE DE PARIS DU 29 JANVIER 2014

du 3 au 7 février 2014 : Hélas, la vidéo n'a pas fonctionné, mais on a l'audio est c'est le principal. De l'avis général, c'est une rencontre vraiment passionnante, avec celui qui pourrait bien devenir (tout est possible en ce moment) Henri VII, Roi de France. Vous pouvez [l'écouter ici](#).

LA PLANCHE A BILLETS NE SERT A RIEN, LA BANK of ENGLAND VIRE 100 PERSONNES

du 3 au 7 février 2014 : Pourtant vu toutes les planches à billets lancées par la Banque d'Angleterre depuis 2007, on aurait pu penser que jamais elle n'en arriverait là. Eh bien si. Pourtant, il leur suffit d'un petit tour de planche à billets, et hop, tout le monde est payé. Avec ça en vérité vous pouvez même embaucher autant que vous voulez. Eh bien non. "*Bank of England to cut up to 100 jobs. The Bank said the review -of its Central Services support division- had identified about 18m of savings that could be made by 2015-16. Funds released through the review would be re-invested to support the Bank's statutory duties, it said*". Lire [ici la BBC](#) pour bien comprendre que la planche à billets, c'est uniquement pour sauver les banquiers et les multinationales, pas pour les citoyens.

LES IMPOTS ET LA MORT DU LIQUIDE... AVEC UNE LOI PASSEE LE... 29 DECEMBRE 2013

du 3 au 7 février 2014 : Le principe du livre 777 avance, regardez bien. Mr Bach a partagé avec nous son dernier voyage au Centre d'Impôts "*le Trésor Public me sollicite pour le paiement du premier tiers de l'impôt sur le revenu. Je m'y rends donc pour m'acquitter de mon dû en espèces. J'apprends ainsi qu'une loi est passé un 29 décembre 2013 ramenant le paiement en espèces au guichet du trésor public de 3000 euros (le seuil avant cette loi) à 300 euros (seuil aujourd'hui). J'ai donc pu verser 300 euros, pour le restant, je serai donc contraint de payer par chèque, carte bleue ou paiement en ligne. Ainsi, petit à petit, s'efface la liberté d'utiliser les espèces, et se renforce l'obligation de passer par le système bancaire. Il semblerait, mais je ne peux le confirmer (pas fait l'expérience) que ces restrictions s'appliquent aussi à tous les comptables "publics" pour le paiement par exemple de cantine scolaire, d'internat, de certain loyer étudiants ou HLM etc*". Lien sur [le texte des impôts](#).

LES ALLEMANDS EXIGENT UNE SAISIE DES COMPTES LE WEEK-END

du 3 au 7 février 2014 : Le principe chypriote fait tranquillement son chemin. J'en ai parlé à la radio mercredi dernier, et les clients du Crédit Agricole, Société générale, etc. devraient s'attendre à voir 10 ou 20% de leur épargne être saisie. C'est à cette condition, et à elle seule, que la Bundesbank donnera son feu vert pour que l'Europe (entendez par là surtout l'Allemagne) mette la main au portefeuille pour sauver les établissements bancaires.

Pour vous qui suivez ce blog cela n'a rien de nouveau, mais maintenant cela commence à se savoir. Cependant, le plus important est là, note Ludovic, sur un article de l'Express belge (sur Reuters) : "**Cette taxe exceptionnelle devrait être collectée rapidement (c'est à dire pendant le week-end), afin d'éviter le problème de la fuite des capitaux**". La suite est encore plus intéressante: "**Une taxation sur le capital correspond au principe de responsabilité nationale, selon lequel les contribuables sont responsables pour les obligations de leur gouvernement, avant que la solidarité des autres Etats ne soit requise**", énonce la banque centrale allemande".

Traduction: les gens qui vont être volés ne sont en rien responsables des décisions des fonctionnaires incompetents. C'est ça qui est totalement fou dans ce système européen en faillite, mais qui, je vous le rappelle, devait nous apporter un Âge d'or. En revanche comme vous pouvez le voir, l'Europe nous apporte que des taxes, impôts et pauvreté supplémentaires. Lire [ici Reuters](#) et [ici pour le croire](#).

Je vous propose de revoir à ce sujet l'interview que j'avais donnée il y a un an (nouveau lien) à E&R, vous verrez que mes propos sont plus que jamais d'actualité sur la saisie des comptes des gens... Cette revue de presse vous dit bien avant ce que le FMI va sortir comme notes : -)



<http://www.youtube.com/watch?v=u1LR524-6HI>

UNE SEMAINE AVEC 4 MORTS...

du 3 au 7 février 2014 : L'année 2014 semble avoir bien démarré. Avec 4 morts tous groupés en une semaine, on vient de battre les records de 2009 et

2010 quand une autre série de banquiers a été retrouvée sans vie dans des circonstances jamais élucidées. Si l'an passé nous avons eu le suicide, notable, du directeur financier de Zurich Assurances, là, en une semaine passée nous avons eu plus d'actions. Ils se sont donnés la mort, sans aucun doute après avoir fait leurs comptes.

Commençons par William Broeksmit, 58 ans, ex ponte de la Deutsche Bank, spécialiste du risque et des CDS, que la police a retrouvé chez lui à South Kensington "mouru" par pendaison. C'est un mauvais signe. Si les banquiers allemands se suicident plus que les espagnols ou les grecs, quelque chose ne tourne plus rond, c'est clair.

Vient ensuite Gabriel Magee, 39 ans, vice-président du département investissement high-tech Europe de la JP Morgan. Comme ses prédécesseurs des années 1929 et 1930, il a sauté par la fenêtre du 33^e étage du gratte-ciel de la Morgan sur Canary Wharf à Londres. Il s'est crashé sur le toit d'un autre immeuble plus bas. Il est resté pendant 4 heures à la vue de tous les employés de la JP Morgan, ce qui a dû leur remonter le moral. La raison de sa mort est signée, il s'est trompé quelque part et n'a pas vu d'issue digne hormis la mort. La banque a transmis un communiqué: "*We are deeply saddened to have lost a member of the JP Morgan family at 25 Bank Street today. Our thoughts and sympathy are with his family and his friends*", lire [ici le Daily](#).

Puis un Américain, très connu, ancien de la Fed de Saint-Louis, spécialiste de la guerre des devises, Mike Dueker, 50 ans, chef prévisionniste de Russell Investments à Seattle. Si les prévisionnistes se donnent la mort, c'est qu'ils ne voient rien de bon arriver.

Enfin, hors sujet, notons celui d'un cadre de Tata qui s'est jeté de la fenêtre du Shangri-La à Bangkok. Le point est qu'il était proche du lancement de la voiture économique à air, donc sans essence, avec une vitesse maximum de 100 km et une recharge en 2 ou 3 heures.

PARIS LIBEREE, MAIS PARIS ENDETTEE

du 3 au 7 février 2014 : J'ai beaucoup aimé ce Tweet du Cercle Voltaire:

Dettes de la ville de Paris en 2001 : 1.1 Milliard d'euros

Dettes de Paris fin 2013 : 3.9 Milliards d'euros

Cela vous montre la gestion plus qu'opaque de Paris par l'équipe PS en place. **Passer de 1,1 à presque 4 milliards d'euros en juste 12 ans relève de la folie furieuse, et cela laisse penser que la Ville de Paris pourrait bien**

avoir quelques emprunts toxiques dans ses comptes. Je n'ai pas vu une nouvelle Tour Eiffel, ni un nouvel opéra et encore moins la construction d'un nouveau musée. A ce rythme, les Parisiens seront totalement étouffés par les impôts.

REGLEMENTS DE COMPTES AU SOMMET, A LA TOUR EIFFEL

du 3 au 7 février 2014 : Plusieurs lecteurs m'ont signalé cet article de l'Expansion sur le règlement de comptes qui a eu lieu en ce moment au sommet de la Tour Eiffel: *"Ce coup de théâtre survient alors que la Société de la Tour Eiffel est en proie à un vif conflit entre sa direction actuelle et son actionnaire principal, l'investisseur Chuc Hoang, qui détient environ 29% du capital et des droits de vote, en son nom propre et via ses sociétés MI 29, Eurobail et Foncière Wilson. M. Hoang a en effet attaqué au pénal trois dirigeants, M. Mark Inch et Robert Guy Waterland, respectivement président et directeur général de STE, ainsi que Renaud Haberkorn, son directeur général, en déposant plainte pour abus de biens sociaux. Il les accuse notamment d'avoir perçu des rémunérations excessives"*, lire [ici pour le croire](#).

Et pourquoi sont-ils tout à cran ? *"Face à une crise économique qui se prolonge en France, la Société de la Tour Eiffel a réduit son portefeuille d'actifs pour diminuer son endettement dans un marché de l'immobilier de bureaux aujourd'hui difficile, marqué par la baisse des loyers et des valorisations", fait valoir la mutuelle d'assurance*". Bref, un histoire de sous qui ne rentrent plus, et il faut en trouver par tous les moyens. Même les riches sont à bout de nerfs!!

PENDANT CE TEMPS, LA PIEUVRE GOLDMAN SACHS ETEND SA PIEUVRE AU DANEMARK

du 3 au 7 février 2014 : Scandale au Danemark où une partie du gouvernement a démissionné après que l'autre partie ait décidé de vendre une entreprise nationale Dong Energie à.. la banque américaine Goldman. Je vous avais dit que GS ne supportait pas la concurrence de Blythe Masters. En toute discrétion, la banque oeuvre dans les coulisses européennes pour racheter tout ce qu'elle peut avec la planche à billets de l'oncle Sam. *"Six ministres danois ont démissionné ... l'exécutif avait signé un accord en vue d'une augmentation de capital à laquelle la "Firme" apportait 8 milliards de couronnes (1,1 milliard d'euros), acquérant ainsi 19% du capital ... cet accord, qui voit passer la part publique de 81% à 60% dans Dong, a été contesté par une parti de l'opinion et de la classe politique"*.

Vous voyez que la rafle "à la Blythe Masters" continue, mais par Goldman Sachs

maintenant. La guerre pour le contrôle des énergies et des matières premières continue encore plus fort, mais tout en pointillés et en silence. Cela dit, Goldman a finalement remporté l'affaire selon [Bloomberg](#), [lire ici](#). Lire [ici la Tribune](#), [ici les Echos](#), et ici [le FT](#).

85 PERSONNES POSSEDENT AUTANT QUE 3,5 MILLIARDS DE PAUVES (REACTION D'UN RICHE)

du 3 au 7 février 2014 :



<http://www.youtube.com/watch?v=HCaSG2dikIA>

APRES DONG ET GOLDMAN SACHS, VOICI DONG-FENG ET LA JP MORGAN

du 3 au 7 février 2014 : Dès qu'il y a du Dong quelque part, les grandes banques américaines sont au rendez-vous. Les Echos ont publié une lettre de Thierry Peugeot dans laquelle on apprend que la JP Morgan est prête à donner sa garantie à l'opération de fusion... Dès qu'il s'agit de tuer un constructeur français, les Américains sont de la partie. *"JP Morgan, la banque mandatée par le conseil de surveillance de PSA, serait prête à garantir la totalité de l'opération (3 milliards d'euros). Ce scénario n'exclurait pas forcément l'Etat, ni Dongfeng, dont le partenariat avec Peugeot est "pleinement soutenu" par Thierry Peugeot, qui le juge "essentiel et fondamental". Le constructeur chinois pourrait racheter des droits préférentiels de souscription et peser moins in fine, avec une participation limitée à moins de 10?%."* [Lire les Echos avec la lettre de Thierry Peugeot](#). Merci à mon lecteur.

LE PARTI SOCIALISTE BAISSÉ LES RETRAITES EN TOUTE DISCRETION

du 3 au 7 février 2014 : Emilie Lévêque écrit dans l'Expansion: *"Le report de six mois de l'indexation des pensions décidé dans le cadre de la réforme des retraites se traduira par une perte de pouvoir d'achat pour les retraités. Le gouvernement promet que les petites retraites ne seront pas concernées ... Tout l'art du gouvernement depuis qu'il tient les rênes du pays, c'est*

de faire passer aux yeux de l'opinion chaque réforme pour "juste". Les hausses d'impôts votées dans le budget 2013 "Elles ne touchent que les ménages aisés et épargne les plus modestes. La réforme des retraites dévoilée par le Premier ministre la semaine dernière" Elle est "juste et équilibrée", ont martelé François Hollande et Jean-Marc Ayrault en coeur au lendemain des annonces"

Traduisez: pour les autres, eh bien c'est l'Indice Nikkei. Bien que Ayrault ait promis que les retraites ne seront jamais abaissées, une fois de plus, il s'est assis sur sa promesse. Les retraités apprécieront, surtout lors des prochaines élections... Lire [ici l'excellent papier de l'Expansion](#). Merci à Mr Maignan qui nous dit "le 31 Janvier 2014, je consulte mon relevé de compte, ma pension de retraite vient de passer de 1227 à 1137 euros soit une diminution de "seulement" 90 euros, voilà maintenant je dois boucler mon budget. François Hollande n'aime pas les riches. Bien entendu messieurs les députés et sénateurs ne toucheront pas à leur maigre retraite, ni à leur prime de chauffage, ni à leur transports gratuits. Je suis écoeuré mon bon Pierre, écoeuré!" ...

L'EFFONDREMENT DE LA FRANCE EST EN COURS

du 3 au 7 février 2014 : Ce n'est pas BFM-WC qui vous en aurait parlé... Les investissements étrangers en France ont chuté de 77% en 2013... "Foreign Investment In France Crashes 77% In 2013 to 26 Year Lows" ... a titré Zero Hedge, commentant un article du Figaro, ce qui en effet va encourager les 23% restants à... rester!!! Bref, ZH nous explique que les kidnappings de cadres dirigeants, les méga taxes, et le chômage n'ont pas donné une bonne image de la France. Bon, il ne faut pas exagérer, on a déjà vu pire. Cela dit [l'article du Figaro](#) n'est guère encourageant. "Selon le dernier rapport de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, **les investissements directs étrangers en France ont chuté de 77% l'année dernière**, à 5,7 milliards de dollars, à contre-courant des autres pays d'Europe (+25%). Ils ont par exemple progressé de 37% en Espagne, grimpé drastiquement en Italie et quadruplé en Allemagne. Même si la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Irlande, aux climats fiscaux particulièrement cléments, représentent encore plus du tiers des investissements étrangers en Europe". Télécharger [le rapport en pdf ici](#).

TOUJOURS 777: L'EVECHE DE ROUEN AU BORD DE LA RUINE, CUBITUS VENDS LES RELIQUES

du 3 au 7 février 2014 : Naguère un commerce particulièrement florissant (le roi Saint Louis avait acheté des plumes tombées des ailes de Saint Michel) le

trafic des reliques n'intéresse plus personne, d'autant qu'il est maintenant interdit par le droit canonique. Cela n'a pas empêché Monseigneur Descubes de mettre en vente en toute discrétion lors d'une vente aux enchères à Paris "*de nombreuses pièces d'art sacré appartenant au diocèse, vêtements liturgiques anciens, objets d'art, crucifix ou enluminures, calices et ostensoirs et surtout des reliquaires, garnis de reliques*". Bref des morceaux de corps humain provenant des cadavres des saints. Celui de Thérèse d'Avila a même été découpé en tranches, tant les miracles ont eu lieu sur sa tombe. La tête de Sainte Catherine de Sienne est toujours exposée à Sienne, quasi intacte, considérant que cela fait plus de 500 ans qu'elle s'y trouve.

Le plus drôle est que Mgr Descubes, pardon, Mgr Cubitus, selon le Cercle Voltaire, n'a pas trouvé de clients pour "*un beau tibia de saint Gervais et une vertèbre abîmée de saint Maclou !*"... Je n'invente rien, c'est de l'humour noir. Le site note avec beaucoup de justesse "*Le mépris que certains clercs affectent envers d'anciennes formes de dévotion n'a d'égal que leur enthousiasme pour une modernité perpétuellement dépassée. Mais qu'ils acceptent que des restes humains, autrefois vénérés comme reliques de saints, soient vendus à l'encan est un scandale*". Lire [ici pour le croire](#).

Faut-il avoir peur d'une économie de vieux?

Publié le 31/01/2014 à 16:35, mis à jour le 02/02/2014

L'Inde sera plus peuplée que la Chine. La Russie, l'Allemagne et le Japon verront leur population reculer. Le Nigéria deviendra le 3e pays le plus peuplé au monde (avec une croissance de 176% d'ici 2050). C'est aussi là que l'âge médian sera le plus faible (21 ans). Et c'est au Japon qu'on trouvera le plus de « dépendants » (moins de 15 ans et plus de 65 ans), soit 96 dépendants pour chaque groupe de 100 travailleurs. Le Japon comptera presque autant de travailleurs que de dépendants. Pendant ce temps, l'Afrique prendra le chemin inverse. De 80 dépendants par groupe de 100 travailleurs ce continent passera à 61 dépendants pour 100 travailleurs.

Ce sont là quelques statistiques tirées d'une récente étude Pew sur le [vieillessement à travers la planète](#).

On dit souvent que la démographie conditionne l'économie (« demography is economic destiny »), est-ce vrai? Les pays où l'âge médian est le plus faible sont-ils les plus avantagés? Et ceux où la population vieillit le plus vite, les plus mal en point? Faut-il fuir les États-Unis et tout miser sur le Nigéria et

l'Inde? Pas si vite... D'autres facteurs jouent.

La fougue sans gouvernance...

Pour récolter les fruits de la jeunesse, il faut qu'un système y mette du sien. La fougue de ses habitants ne détermine pas à elle seule la destinée d'un pays. La gouvernance, par exemple, y est pour beaucoup. Chaque jour, le Nigéria « perd » 30% de sa production pétrolière à cause des vols. C'est une richesse importante qui lui file entre les doigts. Et qui est symptomatique d'un mal qui sévit aussi ailleurs, la corruption. On peut imaginer que d'autres richesses glissent entre les doigts de cette population. L'Inde, quant à elle, recule dans le dossier de la formation de ses jeunes et de leur nutrition. On aura beau vanter la qualité de certaines universités indiennes, il n'y a pas assez de petits Indiens sur les bancs des écoles primaires et secondaires.

Les États-Unis, pas si mal en point

Aux États-Unis, les travailleurs vieillissent, mais ils travaillent plus longtemps. De plus, la population américaine croît plus vite (à cause de l'immigration) et vieillit moins rapidement que celle de plusieurs pays d'Europe et d'Asie. Une observation surprenante : si la tendance se maintient, les citoyens du Mexique, du Brésil et de l'Argentine afficheront un âge médian supérieur à celui des Américains.

Pendant que l'Afrique se prépare une cohorte de travailleurs vigoureux, l'Asie et l'Océanie voit la leur diminuer. Voilà qui pourrait indiquer le sens que prendront les activités intensives en main-d'œuvre.

« Pendant que le ciel se dégage dans les pays occidentaux, il s'assombrit ailleurs. Certains États commencent à peine à implanter leurs régimes de retraite. Et ils en sentent le poids. »

Les régimes de retraite : embellies à l'ouest, systèmes dépressionnaires au sud et à l'est

Les régimes de retraite déterminent de façon significative l'impact du vieillissement sur une économie. Les États-Unis, le Canada ainsi que de nombreux États européens s'affairent à mettre de l'ordre dans leur dossier retraite. On revoit, entre autres, le partage des coûts et l'âge des départs. Ce qui laisse présager des jours meilleurs. Un vieillissement qui pèsera moins lourd sur les finances publiques.

Pendant que le ciel se dégage dans les pays occidentaux, il s'assombrit ailleurs. Certains États commencent à peine à implanter leurs régimes de retraite. Et ils en sentent le poids. C'est le cas de l'Asie et de l'Amérique du sud. Le gouvernement chinois vient tout juste de s'engager à adopter des programmes sociaux universels. L'Argentine et le Brésil bonifient les leurs. Et la Corée du sud commence à sentir l'impact financier des réformes amorcées à la fin des années 80.

Bref, en matière d'économie et de compétitivité, le dossier du vieillissement nous réserve des surprises. La partie n'est peut-être pas gagnée, ou perdue, d'avance.

Un risque de guerre entre la Chine et le Japon

(et autres nouvelles de l'Asie)

Par [Yann Rousseau](#) | 03/02

Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat américain, met en garde contre la rapide montée des tensions entre les grandes puissances d'Asie de l'est. « L'hypothèse d'un conflit militaire n'est plus exclue », estime-t-il.



La Chine et le Japon ont rompu le dialogue depuis l'été 2012. - Reuters

Kissinger n'exclut plus une guerre entre la Chine et le Japon

Intervenant, au cours du week-end, dans le cadre d'une conférence internationale sur la sécurité organisée à Munich, Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat américain a mis en garde son auditoire contre la rapide montée des tensions entre les grandes puissances d'Asie de l'est. « L'Asie se retrouve dans la position de l'Europe au XIXème siècle, où l'hypothèse d'un

conflit militaire n'est plus exclue », a lâché le diplomate. « Entre le Japon et la Chine, l'enjeu, pour nous autres, est qu'aucune des deux parties ne soit tentée de recourir à la force pour régler les problèmes ». Sa remarque fait suite à un discours du premier ministre japonais, Shinzo Abe, qui avait, lui aussi, comparé, fin janvier, le brutal refroidissement des relations entre Pékin et Tokyo à la dégradation des relations diplomatiques en Europe juste avant la première guerre mondiale. S'exprimant dans le cadre du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, le chef du gouvernement nippon avait expliqué que la Chine et le Japon étaient dans une « situation similaire » à celle de la Grande-Bretagne et l'Allemagne avant 1914. Il avait notamment rappelé que l'intensité des relations commerciales entre les deux puissances européennes n'avait pas empêché l'éclatement d'un conflit. Malgré la poursuite de leurs échanges économiques, les deux puissances asiatiques ont rompu le dialogue depuis l'été 2012 et l'envenimement d'un différend territorial portant sur de petites îles de la Mer de Chine orientale que toutes les deux revendiquent mais qui sont contrôlées depuis des décennies par Tokyo. Les deux gouvernements enchaînent depuis les déclarations critiques et les provocations symboliques. En mer, autour des îlots contestés, baptisés Senkaku par Tokyo et Diaoyu par Pékin, les forces japonaises doivent aussi faire face à une multiplication des intrusions chinoises.

En Thaïlande, l'opposition ne désarme pas

Après avoir échoué, hier, à paralyser le scrutin législatif, l'opposition thaïlandaise, qui n'avait pas présenté de candidats au vote dont elle conteste la légitimité, organise, ce matin, une nouvelle marche géante dans le centre de Bangkok pour, une nouvelle fois, réclamer la mise en place d'un exécutif non-élu et le retrait de la vie politique d'Yingluck Shinawatra, la dirigeante du royaume. L'opposition emmenée par Suthep Thaugsuban doit maintenir dans la capitale au moins cinq des sept grands barrages qu'elle a mis en place dans la mégapole, à la mi-janvier, pour paralyser la vie administrative et économique de la cité. Les manifestants disent moquer les résultats de l'élection qui ne devraient être annoncés que dans quelques jours et devraient probablement conforter la majorité du parti Puea Thai d'Yingluck Shinawatra. Selon les dernières estimations, l'abstention a été très forte dans Bangkok (+ de 70%), où les politiques populistes du gouvernement sont particulièrement impopulaires parmi les classes moyennes, mais beaucoup

plus faible dans les bastions ruraux du pouvoir qui estiment, eux, avoir profité des politiques publiques populistes d'Yingluck Shinawatra et de son frère Thaksin Shinawatra, qui dirigea le pays au début des années 2000. A l'échelle nationale, le taux de participation, calculé dans les bureaux de vote non occupés par l'opposition, aura atteint 51%. Il avait été mesuré à 76% en 2011.

Le japonais Mitsui & Co investit dans l'assemblage d'automobiles

La maison de négoce japonaise Mitsui & Co vient, selon le Nikkei de prendre le contrôle de 33% du groupe américain Android Industries, spécialisé dans l'assemblage de composants automobiles pour les grands constructeurs américains. Le groupe opère au total une douzaine d'usines, aux Etats-Unis, en Amérique centrale et en Europe, dans lesquelles il fabrique, pour General Motors, Ford Motor ou encore Chrysler, des suspensions ou des roues. Ayant fortement automatisé ses usines pour casser ses coûts, le groupe a capté depuis la fin des années 2000 de nombreux contrats de sous-traitance d'assemblage pour les constructeurs qui ont, eux, réduit, après la crise financière, leurs réseaux de lignes d'assemblage. La maison de commerce, qui travaille déjà dans la distribution de pièces détachées pour l'automobile aux Etats-Unis, aurait dépensé 3 milliards de yens (30 millions de dollars) pour entrer au capital d'Android Industries.